2,70 € *Première édition.* № 13348

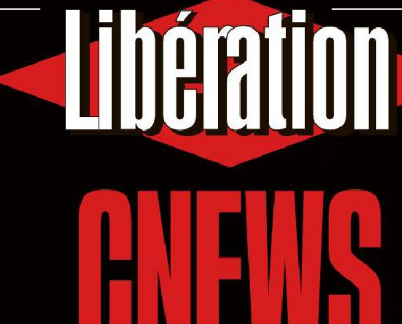
MARDI 4 JUIN 2024

www.liberation.fr

EUROPÉENNES
Immigration, écologie… focus sur les programmes
PAGES 8-9

MEXIQUE
«Voir une femme présidente va changer les mentalités»
INTERVIEW DE CLAUDIA SHEINBAUM, PAGES 6-7

FOOTBALL
Kylian Mbappé, et l'arrivée au Real devint réelle
PAGES 16-17





CNEWS LE SALE AIR DE LA PEUR

A la veille des européennes, la chaîne info réactionnaire de Vincent Bolloré est devenue leader, devant BFM TV. Une bascule dans le paysage médiatique et politique. PAGES 2-4

PHOTOMONTAGE «LIBÉRATION» AVEC D. ALLARD, A. GUILHOT. DIVERGENCE, X. BOUZAS. HANS LUCAS ET T. ARNO. STARFACE





IMPRIMÉ EN FRANCE / PRINTED IN FRANCE Algérie **1,80 €**, Allemagne **3,20 €**, Andorre **3,20 €**, Belgique **2,70 €**, Canada **5,30 $**, DOM **3,20 €**, Espagne **3,20 €**, Etats-Unis **5,20 $**, Grande-Bretagne **2,90 €**, Grèce **3,20 €**, Italie **3,20 €**, Liban **7800 LBP**, Luxembourg **2,70 €**, Maroc **29 Dh**, Pays-Bas **3,20 €**, Portugal (continental) **3,60 €**, Suisse **3,60 FS**, Suisse alémanique **3,60 FS**, Tunisie **8,70 DT**, Zone CFA **2600 CFA**.

ÉDITORIAL

Par **ALEXANDRA SCHWARTZBROD**

Menace

Au fond, le constat est cohérent: la campagne électorale en cours montre une adhésion record aux idées de l'extrême droite en France et, parallèlement, la chaîne de propagande en continu CNews cartonne. Tout est raccord. Reste à élucider le mystère de la poule et de l'œuf, en d'autres termes, qui a engendré quoi: CNews a-t-elle contribué à faire prospérer les idées de l'extrême droite ou a-t-elle seulement surfé sur la vague un peu rance qui monte depuis quelques années en France? Les deux se sont alimentés, CNews n'hésitant pas, sous la houlette de l'ultraconservateur Vincent Bolloré, à servir de rampe de lancement à Eric Zemmour lors de la dernière présidentielle, contribuant ainsi à installer dans l'opinion la thèse du *«grand remplacement»* chère à Renaud Camus et reprise à jet continu par le polémiste et ses amis. Pour plaire au patron, les têtes d'affiche de la chaîne se sont montrées prêtes à tout, caressant dans le sens du poil tous les «pas contents» du pays, et ils sont légion, surtout depuis le Covid qui a fait prospérer nombre d'antivax et adeptes des fake news. Et cela a marché. L'exemple de Pascal Praud est le plus symptomatique. Voilà un homme qui ne faisait de mal à personne quand il était journaliste sportif, on aimait ou on n'aimait pas mais il faisait le job, qui s'est transformé en porte-voix des idées les plus populistes et racistes de la place, sans filtre, participant sciemment à un projet politico-médiatique de légitimation de l'extrême droite en France. Le problème, c'est que le succès de CNews crée un précédent. Pour engranger des parts de marché, il faudrait donc, non plus informer, enquêter, aller sur le terrain, mais alimenter la peur, la haine et la colère? C'est une vieille recette, éprouvée par Fox News aux Etats-Unis. Une chaîne qui a clairement contribué à propulser Donald Trump au pouvoir en 2016 et continue à alimenter la ferveur partisane pour l'ex-président. C'est exactement le projet de CNews en France, installer l'extrême droite à l'Elysée, ce qui en fait une réelle menace pour la démocratie.

CNews

La mécanique bien rodée du mégaphone de l'extrême droite

ENQUÊTE

La chaîne d'info en continu, qui depuis mars faisait jeu égal avec sa concurrente BFM TV, vient de la dépasser pour décrocher une première place historique. En coulisses, autour d'une brochette de célébrités dont Pascal Praud, une dynamique au service des idées les plus réactionnaires.

Par **CHARLOTTE CHAFFANJON**



Pascal Praud, Sonia Mabrouk et

«C'*est une déflagration, je ne sais pas si vous vous rendez compte de la puissance de la chaîne!»* fanfaronnait il y a quelques jours Pascal Praud en coulisses. Il pressentait alors ce qui a été officialisé lundi: pour la première fois depuis la création de CNews en 2017 sur les ruines d'iTélé, ses audiences dépassent celles de BFMTV sur une durée d'un mois. Selon Médiamétrie, le canal de Vincent Bolloré a réalisé 2,8% de part d'audience pour le mois de mai, contre 2,7% pour BFMTV. A titre de comparaison, l'audience à la création de la chaîne, il y a sept ans, était en moyenne de 0,6%. Champagne dans la rédaction, d'autant plus que dans le même temps, la chaîne commence à communiquer sur ses premiers bénéfices.



L'animateur de *l'Heure des pros* plastronne d'autant plus qu'il sait que le petit milieu médiatique et politique dont il cherche depuis si longtemps la reconnaissance lui attribue une bonne part du mérite. Le voilà décrit par ceux que *Libération* a interrogés comme *«le pilier»*, le *«seul qui a fait de son nom une vraie marque»* et encore *«le roi du pétrole»*. Derrière ces mots laudateurs, des chiffres encore. Depuis janvier, entre 20 heures et 21 heures, à *l'Heure des pros*, CNews rameute en moyenne 813 000 téléspectateurs devant leurs téléviseurs, soit 4% des parts de marché. Derrière, BFMTV pointe à 219 000, soit 1,1% des parts de marché (et vient de recruter Eric Brunet pour tenter de remonter la barre à partir de septembre), LCI 176 000 et 0,9% et France Info 92 000, soit 0,5%.

Mais dans un climat qui pèse lourd, à quelques jours des européennes, la très grande majorité des connaissances de l'animateur, collègues, ex-collègues, politiques, conseillers politiques, mais aussi celles d'autres vedettes de CNews, nous ont réclamé l'anonymat. Comme si l'odeur de soufre dégagé par ce succès était trop puissante. *«Pascal a acquis un pouvoir, une puissance médiatique et une influence impressionnantes»*, murmure donc cet ancien confrère, quand ce salarié de la concurrence qui l'a côtoyé tranche: *«Il est pour moi aujourd'hui l'un des plus importants influenceurs de l'extrême droite.»*

«Influence délétère»

Le volet flatteries ne dérange pas Praud. Mais être catalogué à *«l'extrême droite»*, lui qui affirme devant *Libération «ne pas être militant»* et être même *«progressiste sur certains sujets comme la GPA ou Aya Nakamura»*, s'en insurge: *«L'extrême droite, ça n'existe pas enfin! Ce qu'on fait, c'est simplement une télé incarnée. Pascal Praud serait d'extrême droite? Et Laurence Ferrari* [à la tête de l'émission *Punchline*, ndlr] *serait d'extrême droite aussi? Sonia Mabrouk* [intervieweuse politique maison] *serait d'extrême droite? Mais ces gens sont fous!»* Une rhétorique à la limite du sophisme adoptée par toutes ces têtes d'affiche du groupe qui s'acharnent à présenter CNews comme une chaîne d'information lambda. Il faut se souvenir du sort réservé à Pap Ndiaye, alors ministre de l'Education nationale et cible permanente de la droite radicale, qui avait déclaré en juillet que cette fréquence était *«très clairement d'extrême droite»*. Ferrari était illico montée au créneau par un édito menaçant: *«Les conneries, c'est comme les impôts, à la fin on finit toujours par les payer»*, entraînant un véritable raid sur les réseaux sociaux.

En coulisses, le ministre soupirait: *«Bolloré, c'est un truc central et je n'insisterai jamais assez sur l'influence délétère qu'il a sur la vie politique française. Ça me fait vraiment penser au rôle de Rupert Murdoch* [magnat des médias, notamment propriétaire de Fox News] *dans l'élection de Donald Trump.»* Sonia Mabrouk, elle, s'était défendue de cette même accusation en septembre lors d'un accrochage avec le député insoumis Alexis Corbière qui estimait que la chaîne relayait *«des thématiques d'extrême droite»*, lui reprochant d'être *«dans la caricature»*.

Mais en réalité, comment qualifier autrement la désormais première chaîne d'information de France, reprise en main brutalement par Bolloré en 2016, dont Emmanuel Macron estimait après sa réélection en 2022 qu'il avait *«un projet politique»*? Une chaîne qui a servi de rampe de lancement vers une candidature présidentielle à Eric Zemmour? Une chaîne dont les téléspectateurs votent nettement plus à l'extrême droite que la moyenne des Français *(lire page 4)*? Une chaîne qui accueille la fine fleur des éditorialistes réactionnaires pour débiter un discours identitaire radical? Une chaîne boycottée par une partie de la gauche et perçue comme un refuge réconfortant pour la droite dure, un écrin où on peut *«tout dire»*, de Marion Maréchal estimant que la GPA est une pratique *«monstrueuse et honteuse»* à la députée Renaissance Maud Bregeon qui y établit un *«lien»* entre insécurité et immigration? Une chaîne sur laquelle on ne compte plus les théories complotistes soutenues lors du Covid, les dégagements climatosceptiques, les sorties racistes, les



Laurence Ferrari à l'Assemblée nationale fin février. PHOTO ALAIN GUILHOT. DIVERGENCE

son projet d'autobiographie: *«Jean-Philippe Baille, il n'est rien à France Info, il ne sert à rien!»* s'emballait Praud devant les caméras. Il appuyait d'ailleurs hors antenne: *«Moi je le connais Jordan, il n'est pas du tout comme on dit qu'il est, fasciste ou raciste.»*

Ce qui est sûr, c'est que Vincent Bolloré sait récompenser les bonnes volontés. Laurence Ferrari en sait quelque chose. En 2016, lors de la fameuse grève, la présentatrice a opté pour le camp de la direction. Elle est depuis à la tête de sa propre émission, *Punchline*, et verse dans le journalisme d'opinion à coups d'éditos tranchés. *«Je ne peux plus me taire. Je dois parler en MON nom, au nom de Laurence Ferrari»*, racontait-elle ainsi à *Télérama* en février (la demande d'entretien de *Libération* est restée sans retour). C'était après avoir animé la conférence de presse d'Emmanuel Macron d'une question qui ressemblait tellement à un billet d'humeur que le Président l'avait tournée en dérision.

Peu importent les moqueries: sa pugnacité et sa persévérance ont été remarquées par son employeur. D'abord, Laurence Ferrari a pris la tête du service politique de *Paris Match*, dont elle rêvait de gagner également la direction. Las, le titre vient d'être racheté par Bernard Arnault via LVMH. Pas d'inquiétude! L'animatrice prendra la présidence du nouvel *«hebdomadaire d'information»* du groupe, *JDNews*, qui sera chargé de concurrencer à partir du mois de septembre… *Paris Match*. *«Ce magazine s'adressera aux lecteurs qui veulent entendre parler de la France fière, qui ont soif de liberté d'expression et qui souhaitent lire des articles autour de l'excellence du modèle français»*, a détaillé dans *le Figaro* la présidente de Lagardère News, Constance Benqué.

condamnations par la justice, les amendes par l'Arcom? A tel point que des voix s'élèvent contre le renouvellement de sa fréquence TNT par le gendarme de l'audiovisuel et du numérique – ce dernier se penchera sur son cas le 15 juillet.

Guidé par ses intuitions

Ce qu'en dit Vincent Bolloré lui-même? *«CNews délivre la vérité»*, a tranché le patron le 13 mars, formule déballée lors de son audition par la Commission d'enquête parlementaire consacrée à la pluralité dans les médias. Ce jour-là, au sujet de la polémique déclenchée par l'émission *En quête d'esprit* au cours de laquelle l'IVG était présentée comme *«la première cause de mortalité dans le monde»*, il estimait que *«se heurtent deux libertés»*: *«la liberté des gens à disposer d'eux-mêmes»* et *«la liberté des enfants à vivre»*.

Une commission d'enquête qui a aussi auditionné le 29 février la brochette de célébrités de la chaîne, Praud, Mabrouk et Ferrari, à qui il faut ajouter Christine Kelly qui présente *Face à l'info*. Eux qui ont offert à CNews une forme de respectabilité, présentant tous des CV dont aucune ligne ne laissait présager il n'y a pas si longtemps encore un tel engagement dévot. Durant des années, Pascal Praud, journaliste sportif, incarnation de l'émission culte de RTL *On refait le match*, a réclamé à ses boss successifs d'élargir son champ d'action. Etre cantonné au foot ne lui suffisait pas. C'est en 2016 qu'il aperçoit enfin une ouverture. La chaîne iTélé est alors sens dessus dessous après l'arrivée de Vincent Bolloré et le parachutage d'un certain Serge Nedjar à la direction de l'information. Ce dernier, soldat du patron de Vivendi, grenouillant dans le groupe depuis un moment, se met illico à appliquer les consignes qu'il reçoit de celui qu'il nomme *«VB»* – remettre de l'ordre au milieu du bazar, écarter les éléments réfractaires à la nouvelle ligne – et qui, huit ans plus tard, se dit *«toujours flatté»* de l'avoir chaque jour au téléphone.

Praud harponne donc Nedjar et lui vend son projet d'une émission de débats autour de sa personne et, surtout, guidé par ses intuitions comme unique ligne éditoriale. Les grévistes sont en train de se transformer en démissionnaires, il faut bien remplir la grille des programmes. C'est un oui. Au départ, Praud lui-même n'en revient pas d'être parvenu à ses fins. Il garde la tête froide tant que les audiences sont confidentielles, au point d'ironiser sur les multiples desiderata de Vincent Bolloré dans son dos en l'appelant, rigolard, *«Papa»*: *«Papa veut ci»*, *«Papa veut ça»*. Ses connaissances le perçoivent tout juste comme de droite, certes, catho comme le patron, oui, *«un mec gentiment conservateur»* en somme. Mais en rien un idéologue.

Dix ans plus tard, l'homme a considérablement gagné en assurance à mesure que ses audiences ont grimpé – et qu'il a gagné en influence. Sa méthode? Sur le fond, Pascal Praud se vante tout simplement d'être le porte-voix de la *«France profonde»*, de capter l'air du temps. Ce qui lui permet de faire *«monter»* tel ou tel sujet, de façon souvent anxiogène, des heurts à Cachan au drame de Crépol lorsque ce ne sont pas les punaises de lit qu'il parvient à lier à l'immigration. *«Il dicte les sujets dont on parle à la machine à café»*, loue le conseiller mémoire du président de la République, Bruno Roger-Petit, interlocuteur régulier de l'animateur. En guise d'exemple de son flair, Praud raconte ainsi à qui veut l'entendre ce jour où il a vu deux femmes voilées sur la plage de La Baule, station balnéaire huppée où il passe la plupart de ses vacances. Il a alors eu une épiphanie: selon lui, la société multiculturelle tiendrait de l'impasse.

L'animateur s'est aussi rendu incontournable par un réseautage actif, activité plutôt classique au vu de ses responsabilités mais qu'il pratique comme un sport de haut niveau. Entre la préparation de ses émissions et le temps considérable qu'il passe à l'antenne de CNews et d'Europe 1 (sans compter sa chronique en majesté dans *le JDD* version Bolloré), il n'accorde pas une minute à l'oisiveté. Praud adore les patrons et les puissants en général. Alors il les appelle régulièrement, au point que certains ont fini par cesser de décrocher. D'autant plus qu'avec les boss des médias, c'est toujours un peu la même rengaine. Il délivre ses conseils sur ce qu'il ferait mieux qu'eux, dégaine des critiques contre ceux qui lui font face. Tel chroniqueur est jugé *«nul»*, tel animateur *«sans charisme»*: *«Il vendrait des clous chez Bricorama, ce serait pareil!»*

Praud, qui se vante de n'avoir absolument rien à cacher, fait ses remarques parfois directement à l'antenne. *Quotidien* ou *C à vous* sont des cibles privilégiées, qu'il perçoit comme des parangons de la bien-pensance. Jean-Philippe Baille, directeur de France Info et par ailleurs son ancien chef à RTL, en a publiquement pris pour son grade pour avoir renvoyé le journaliste Jean-François Achilli, à qui la station publique reprochait d'avoir collaboré avec Jordan Bardella sur

«De la lumière et de l'argent»

Alors, certes, il arrive en privé à Serge Nedjar de dire, non sans une pointe de condescendance: *«Laurence, on en a fait une star.»* Mais ce petit monde ne loupe jamais une occasion de trinquer ensemble. Comme le 10 mars, soir de fête à l'Olympia, salle de spectacle du groupe Vivendi. Dans la loge VIP se pressent ce même Nedjar aux côtés de Vincent Bolloré, le directeur général de Canal +, Gérald-Brice Viret, ou encore la journaliste politique Catherine Nay. Pour rien au monde aucun d'eux n'aurait loupé le concert de Renaud Capuçon, violoniste star et époux de Ferrari.

Reste une question. Comment Praud, ex-journaliste sportif, ou Laurence Ferrari, à la tête au fil de sa carrière d'émissions cultes comme *7 à 8* et *Dimanche +*, un temps présentatrice du 20 heures de TF1, sont-ils devenus des soldats du bollorisme? Les réponses de ceux qui les connaissent bien vont toutes dans le même sens. *«Un milliardaire d'extrême gauche serait arrivé avec le même projet politiquement inversé, ils auraient tous adhéré»*, assure un ex-journa- **Suite page 4**

Suite de la page 3 liste de CNews. Un pilier d'une autre chaîne analyse: *«Bolloré leur a assuré des postes et de la lumière, de l'audience et de l'argent, ils ont plongé. Leur façon de s'adapter à sa pensée, au passage globalement majoritaire dans le pays, c'est de l'opportunisme total.»* Un autre ex du groupe balance: *«Ils ont fait allégeance.»*

De fait, le groupe est réputé pour très bien payer ses journalistes et la fidélité y est récompensée. Une carte de presse d'une trentaine d'années, restée un petit moment au sein de la chaîne après la grève, affirme avoir vu son salaire annuel monter à 90 000 euros brut par an, incluant des primes, sans forcément de justification, pouvant aller jusqu'à 10 000 euros net.

«Enjeux du mercato»

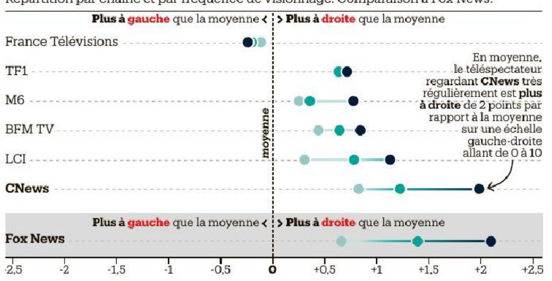
De quoi imaginer aisément que les têtes d'affiche plus âgées et anciennes n'ont pas de souci de ce côté-là. Ce qui n'empêcherait pas quelques tensions. Il y aurait ainsi de l'eau dans le gaz entre CNews et son intervieweuse politique Sonia Mabrouk, affirment plusieurs sources bien informées.

«La dernière fois que j'ai parlé de Sonia avec Serge Nedjar, ça sentait le clash […]. Elle a manifesté de l'inquiétude sur ce que devient la chaîne», glisse un interlocuteur régulier du directeur de CNews. *«Elle dit à qui veut l'entendre que Bolloré l'énerve»*, abonde un conseiller politique. Une rumeur persistante veut que l'intervieweuse ait été démarchée par Rodolphe Saadé pour intégrer BFMTV qu'il vient de racheter, ce que démentent les dirigeants de la chaîne d'Altice, qui savent en revanche que CNews lorgne du côté de chez eux. Et plus précisément le couple médiatique formé par Olivier Truchot et Alain Marschall, qui à ce stade aurait décidé de rester sur la rivale. En cette période de prémercato déjà intense, il n'en faut pas plus pour tendre le climat. En congé maternité, Sonia Mabrouk a assuré à *Libération* être *«très loin des considérations d'audience en ce moment. Et encore plus des enjeux du mercato de la rentrée»*. Elle poursuit néanmoins sa chronique dans *le JDD*.

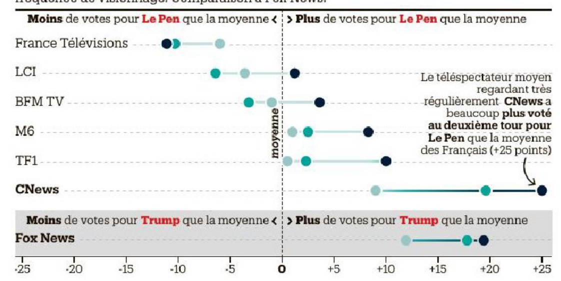
L'an passé, Nicolas de Tavernost, encore à la tête du groupe M6, proposait à Pascal Praud de rapatrier *l'Heure des pros* sur sa chaîne pour une quotidienne matinale. L'animateur a apprécié mais décliné: *«Le groupe peut allonger plus d'argent pour moi que pour Julien Courbet et Laurent Ruquier! Mais je ne peux pas faire ça à Serge et à Vincent»*, s'était-il félicité. On ne trahit pas *«Papa»* comme ça.

Le public de CNews vote nettement plus à l'extrême droite que la moyenne

Tendance politique des téléspectateurs par rapport à la moyenne des Français. Répartition par chaîne et par fréquence de visionnage. Comparaison à Fox News.



Vote pour Le Pen au deuxième tour de la présidentielle des téléspectateurs par rapport à la moyenne des Français. Répartition par chaîne et par fréquence de visionnage. Comparaison à Fox News.



Fréquence de visionnage de la chaîne
Une fois par semaine au moins · Une fois par jour au moins · Plusieurs fois par jour

Source : Julien Labarre (16 Jan 2024): French Fox News? Audience-level metrics for the comparative study of news audience hyperpartisanship, Journal of Information Technology & Politics

«Le public de CNews est largement acquis à l'extrême droite»

Chercheur en sciences politiques à l'université de Californie, Julien Labarre a mené une étude sur les téléspectateurs de la chaîne, en les comparant notamment à ceux de l'inspiratrice américaine, Fox News.

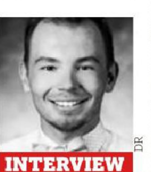
Une anomalie, CNews? Chercheur en sciences politiques à l'université de Californie, Julien Labarre a publié le 16 janvier dans le *Journal of Information Technology & Politics* une étude dédiée à la chaîne du groupe Canal+, qui caracole pour la première fois en tête des audiences des chaînes d'info. L'objet de ses travaux: s'intéresser au positionnement idéologique et au vote à la dernière présidentielle des publics des différentes chaînes françaises, tout en comparant celles-ci au mètre étalon des antennes hyperpartisanes situées idéologiquement très à droite, Fox News. Les résultats de cette étude démontrent les nombreuses spécificités du public de CNews, plus si éloigné de son modèle américain.

Quelle est la principale particularité du public de CNews, d'après les résultats de votre étude?

Mes résultats montrent que le public de CNews est très largement acquis à l'extrême droite, dans l'expression de son vote, que ce soit au premier ou au second tour de la dernière présidentielle. Il est aussi plus homogène que ceux des autres grandes chaînes d'information. Le système audiovisuel français est pourtant un environnement qui reste très contraignant. Il est donc surprenant de voir qu'une chaîne peut ainsi capturer un segment entier de la population sur une base idéologique. Au-delà de ça, c'est la magnitude du phénomène qui m'a surpris. Si on prenait comme base d'électeurs les téléspectateurs qui déclarent regarder CNews plusieurs fois par jour, Marine Le Pen aurait remporté plus des deux tiers des voix lors du second tour de la dernière présidentielle. Ce sont des proportions que l'on n'observe sur aucune autre chaîne pour aucun des deux candidats.

Estimez-vous, en analysant leurs publics respectifs, que CNews a fidèlement reproduit le modèle de Fox News?

La ressemblance entre leurs publics est frappante en tout cas: idéologiquement, le public de CNews est plus proche de celui de Fox News que d'aucun autre public de chaîne française. Mais entendons-nous bien sur les termes de cette comparaison. Le modèle économique de Fox News consiste à fidéliser ses téléspectateurs en alimentant leur ferveur partisane. Comment fait-elle cela? Les convictions remplacent les faits. La chaîne a renoncé à filtrer l'information et est devenue une chaîne de propagande au service du Parti républicain. Elle est complaisante avec leurs candidats, fait place à la désinformation et aux théories du complot, et tape sur ses opposants. Le modèle est rentable car les électeurs conservateurs y trouvent leur compte. C'est un biais cognitif établi depuis longtemps par la recherche en psychologie politique: un mensonge qui va dans le sens de nos valeurs est plus facile à avaler qu'une vérité qui remettrait en question notre système de pensée. Résultat? 64% des téléspectateurs les plus fidèles de Fox News ont voté pour Trump à la dernière présidentielle. C'est 19 points de plus que l'ensemble des Américains interrogés. Qu'en est-il de CNews? La différence entre ses téléspectateurs les plus fidèles et l'ensemble des Français est encore plus impressionnante, puisqu'on observe une différence de 25 points en termes de soutien pour Marine Le Pen au second tour. De ce point de vue, on pourrait dire que l'élève CNews a dépassé le maître.



DR

En quoi le public de CNews est-il si différent de ceux de BFM TV et LCI?

Il s'agit principalement d'une question de radicalité et de comportement électoral. Sur une échelle gauche-droite allant de 0 à 10, les téléspectateurs de BFM TV et LCI se situent légèrement à la droite du Français lambda *[voir ci-contre]*. Par comparaison, le téléspectateur moyen de CNews est celui qui se place le plus à droite, et de très loin, alors même que nombre d'entre eux – qui déclarent pourtant voter à l'extrême droite – refusent de se placer sur cette échelle. D'autre part, si l'on se concentre sur les votes pour les candidats d'extrême droite au premier tour de la présidentielle de 2022, BFM TV est la chaîne dont le public se rapproche le plus du vote de l'ensemble des Français, avec un score aux alentours de 33%. Mon étude observe également une particularité concernant le public de LCI. Alors que celui-ci apparaît relativement conservateur sur l'échelle gauche-droite, le public de LCI est celui qui, à l'exception des chaînes de France Télévisions, vote le moins pour l'extrême droite – au bénéfice de la droite républicaine.

Quels enseignements, pour l'évolution future de CNews, pourrait-on tirer de l'état actuel du public de Fox News?

Je pense qu'il ne faut pas dissocier la question du public de celle de la chaîne. La chaîne est redevable à ses téléspectateurs car c'est de leur approbation que dépendent ses revenus. Les téléspectateurs de Fox News sont prisonniers de la chaîne, et inversement, toute chaîne privée est vassalisée aux desiderata de ses consommateurs. Qu'est-ce qui caractérise les téléspectateurs de Fox News? En premier lieu, une défiance inégalée envers les médias dits «mainstream» et les institutions. Ils sont épris d'un fort sentiment de déclassement personnel, faisant de la question identitaire leur préoccupation principale. De nombreuses études montrent qu'ils sont moins bien informés sur la politique étrangère, la politique environnementale, la santé publique ou encore l'immigration. Plus préoccupant encore, leur rancœur envers l'establishment et le Parti démocrate s'est transformée en affinité pour les théories du complot, une tolérance vis-à-vis de la violence politique et des messages antidémocratiques, sans compter sur une loyauté aveugle à Donald Trump. Aujourd'hui, les Américains vivent dans deux réalités complètement différentes selon qu'ils s'informent auprès des médias traditionnels ou qu'ils consomment des médias ultraconservateurs. Et pour un nombre croissant d'Américains, la démocratie n'est plus légitime que dans la mesure où leur camp remporte les élections. A défaut d'une réaction ferme de l'Arcom, je crains fortement que le public de CNews n'emprunte un chemin similaire.

Recueilli par **ADRIEN FRANQUE**
Infographie **ALICE CLAIR**

ÉDITOS/



Le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, le 6 mai à Jérusalem. PHOTO ABIR SULTAN. AP

Sauver Israël, malgré Benyamin Nétanyahou

Par **SERGE JULY**
Cofondateur de «Libération»

Toutes les guerres sont dévastatrices. Celle entre Israël et le Hamas l'est particulièrement. Elle fait de trop nombreuses victimes civiles parmi les réfugiés palestiniens, des victimes qui s'ajoutent à celles du pogrom commis par le Hamas le 7 octobre 2023. En fin de semaine, Joe Biden, dont la campagne électorale est rendue compliquée par le conflit, a préféré proposer lui-même un plan de paix en trois étapes de six semaines chacune, qui prévoit si tous les engagements sont respectés une cessation permanente des hostilités, un retrait progressif des soldats israéliens, et, au bout du processus, une reconstruction de Gaza avec des capitaux américains. Pour avoir une chance d'aboutir, l'initiative du président américain devra réussir à contourner les forcenés des deux camps qui feront tout pour empêcher sa réussite.
Le Premier ministre israélien, qui est devenu un expert de la fuite en avant, a poursuivi pendant toute sa carrière un objectif principal : jamais d'Etat palestinien. Pour durer à son poste, malgré ses échecs, il a appliqué une seule méthode : gagner du temps en pratiquant une sorte de guerre perpétuelle.

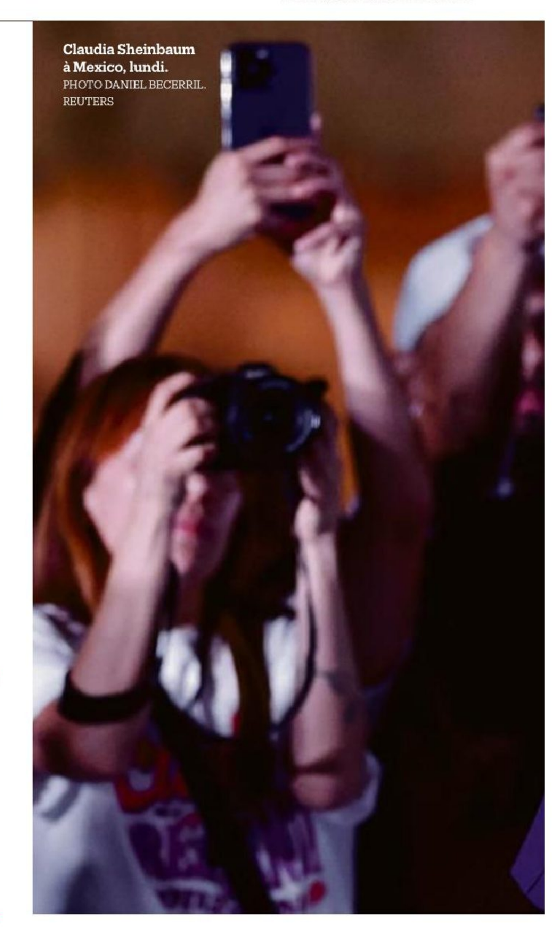
Ultimatum

Aujourd'hui, il la livre contre le Hamas, une organisation terroriste islamiste et anti-Organisation de libération de la Palestine (OLP), dont il a facilité l'installation à Gaza. Il y a peu, Nétanyahou voulait une guerre contre le Hezbollah, heureusement évitée par Biden. Parmi les forcenés qui participent à la coalition gouvernementale de Nétanyahou se trouvent les dirigeants des partis d'extrême droite, tous partisans d'un grand nettoyage ethnique et de la conquête de nouveaux espaces à coloniser. Les forcenés du côté du Hamas sont non seulement des terroristes islamiques mais aussi des partisans du nettoyage ethnique, mais inversé. Ils rêvent, entre le Jourdain et la mer, d'une «Palestine sans les juifs». Parmi les forcenés enfin, il y a l'Iran, à la fois l'armurier et le pousse-au-crime antisémite de la région.
D'où le scénario d'un plan d'origine israélienne mais mis en musique par le président américain. Dimanche, un conseiller du Premier ministre israélien a jeté un froid en déclarant que le texte présenté n'était *«pas un bon accord»* et qu'il y avait *«beaucoup de détails à régler»*. Comprendre que la charge à court terme de forcer la main à Nétanyahou reviendra à Biden. Soit en provoquant la démission de l'extrême droite colonisatrice, ce qui provoquerait à terme de nouvelles élections, Nétanyahou de par la loi israélienne exécutant quand même les affaires courantes pendant trois mois. Soit en provoquant une autre démission, celle du général Gantz, son rival centriste, qui siège au conseil de guerre et dirige le Parti de l'union nationale, après avoir été le chef d'état-major de Tsahal pendant quatre ans. Celui-ci a fixé à Nétanyahou un ultimatum, à la date du samedi : s'il n'y a toujours pas de plan pour l'avenir de Gaza, le général Gantz serait prêt à démissionner.
Mais l'objectif de Biden avec ce plan ne s'arrête pas aux démissions espérées de l'extrême droite. Il s'agit avant tout de provoquer un grand mouvement d'opinion en Israël même, en faveur de la fin de la guerre, de la reprise de l'économie et de la libération des otages. Mais aussi de faire bouger l'opinion internationale, avec l'espoir que ce plan soit susceptible de neutraliser la campagne anti-israélienne qui a déferlé sur le monde, et spécialement sur les campus américains. Il faut dire que les bilans de Nétanyahou sont assez sombres. Sur le plan sécuritaire, il n'a pas su éviter le pogrom du 7 Octobre alors que la sécurité d'Israël était au cœur de son programme. Lorsque Golda Meir en 1973 avait été surprise par l'offensive arabe, elle avait dû démissionner.

Lignes rouges

Après 241 jours de «bombardements indiscriminés», Nétanyahou a certes rasé Gaza, tué beaucoup de Gazaouis (on évoque désormais près de 40 000 victimes), certes utilisés par le Hamas comme boucliers humains, mais les chefs du mouvement terroriste continuent de lui échapper. C'est là encore une défaillance flagrante du renseignement, les dirigeants du Hamas n'ayant sans doute pas été aussi surveillés qu'il aurait été nécessaire. Le Hamas est en tout cas loin d'avoir disparu, comme en témoigne le lancement de plusieurs missiles sur Tel-Aviv le 26 mai. Et on peut malheureusement supposer que le pilonnage de Gaza va motiver de nombreux Palestiniens, qui auront tout perdu, famille, emploi, maison, et qui seront en quête de vengeance…
Le bilan diplomatique du Premier ministre israélien est également catastrophique. Il est aujourd'hui en conflit avec la présidence américaine – son principal allié. Les lignes rouges fixées aux offensives militaires israéliennes par le Pentagone ont toutes été franchies, au mépris des impératifs électoraux de Joe Biden. Nétanyahou a enfin engagé une bataille diplomatique avec l'ONU et la Cour pénale internationale, qui a conduit aux mandats d'arrêt lancés par le procureur à l'encontre des dirigeants israéliens et ceux du Hamas, le tribunal de La Haye envoyant le message explicite, mais décidément inaudible par le chef du gouvernement israélien, que *«personne n'est au-dessus des lois»*.
Les Israéliens sont divisés face à la proposition de Biden : selon la chaîne de télévision israélienne Kan 11, 40 % d'entre eux sont en faveur du plan, 27 % sont contre et 33 % ne se prononcent pas. Commentaire tranché d'Ami Avalon, l'ancien chef du Shin Beth, le renseignement intérieur israélien, sur le bilan de Nétanyahou : *«Si on refuse la paix, ce qui nous attend sera pire que le 7 Octobre.»*

Claudia Sheinbaum «Devenir la première présidente du Mexique, c'est une énorme responsabilité»


Claudia Sheinbaum à Mexico, lundi. PHOTO DANIEL BECERRIL. REUTERS

Quelques jours avant son élection à la tête du pays dimanche, la scientifique a accordé une interview à «Libé». Ex-maire de Mexico, ancienne experte du Giec, elle souhaite poursuivre la politique sociale de son mentor, le président sortant López Obrador, mais se veut plus écologiste et féministe.

Par **DAVID SIQUEIROS**
Envoyé spécial à Guadalajara (Mexique)

Elle a pris un quart d'heure pour s'asseoir et souffler un peu. Puis c'est entre plusieurs bouchées d'une pizza quatre fromages et deux gorgées de soda que Claudia Sheinbaum (Morena, gauche), élue dimanche première présidente du Mexique avec plus de 58% des voix, a répondu aux questions de *Libération*, cinq jours avant le scrutin. Face à la porte d'embarquement C34 de l'aéroport de Guadalajara à attendre le vol AM263 d'Aeromexico qui la mènerait en direction de Mexico et de son meeting de clôture, l'ancienne maire de la capitale a rappelé sa volonté de poursuivre la *«transformation sociale»* du pays voulue par son prédécesseur Andrés Manuel López Obrador (dit Amlo). Elle cite *«l'éducation, les énergies renouvelables, les femmes»* comme les grands objectifs de son mandat. Le tout devant une pizzaïola ébahie.

Vous avez fait campagne sur la transformation sociale, qui était déjà le projet de votre prédécesseur et mentor. Que signifie cette politique?

Notre transformation sociale signifie une meilleure qualité de vie au niveau social ainsi qu'un meilleur accès à la santé et à l'éducation. L'essence de notre mouvement c'est aussi la séparation des pouvoirs politique et économique.
Après trente-six ans de néolibéralisme avant López Obrador [élu en 2018], durant lesquels les gouvernements successifs se sont évertués à détruire les institutions sociales au Mexique, notre objectif est donc de récupérer ces institutions et ces droits fondamentaux qui figurent dans la Constitution: diminuer les inégalités, la pauvreté, tout en renforçant la démocratie.

Ces aides sociales existaient pourtant avant…

Nos programmes sociaux sont différents et sont universels, ils ne concernent pas juste certains groupes de personnes.
Et avant, ils entraient parfois dans le cadre d'achats de vote et de clientélisme politique du vieux PRI *[le Parti révolutionnaire institutionnel, qui a gouverné le pays durant plus de soixante-dix ans, ndlr]*. L'aide pour les personnes en situation de handicap et les pensions pour seniors, par exemple, sont universelles. Cette politique est née avec López Obrador, qui l'avait déjà menée lorsqu'il était maire de Mexico [entre 2000 et 2005].

INTERVIEW

L'ombre du président sortant Amlo plane sur cette campagne. Vous citez votre mentor dans tous vos meetings. Mais quelle sera la marque de la présidente Claudia Sheinbaum?

Education, énergies renouvelables, femmes. Je veux garantir l'accès à l'éducation, à la santé et au logement, qui sont des droits fondamentaux. Et en même temps, il faut permettre l'investissement privé, nous ne sommes pas contre. Mais cette politique doit être accompagnée du bien-être durable. Je veux que le pays développe aussi les énergies renouvelables et contribue à la diminution des gaz à effet de serre, bien que le Mexique représente moins de 2% de ces émissions. Et nous devons aussi nous adapter aux changements climatiques avec l'accès à l'eau, qui est un enjeu primordial au Mexique *[sécheresse, inégalités sociales, corruption et urbanisme sauvage empêchent des millions de Mexicains d'avoir accès à l'eau chez eux, ndlr]*. Pour les femmes, il faut poursuivre l'acquisition de droits. Il faut arriver à l'égalité salariale: même travail, même salaire. Il faut un meilleur accès à l'éducation, à la culture et à l'emploi, car il existe encore de nombreuses femmes qui, en raison des mauvaises conditions d'accès à l'éducation de leurs enfants, ne peuvent pas travailler.

Sur l'IVG, les féministes réclament aussi le droit pour les femmes de décider…

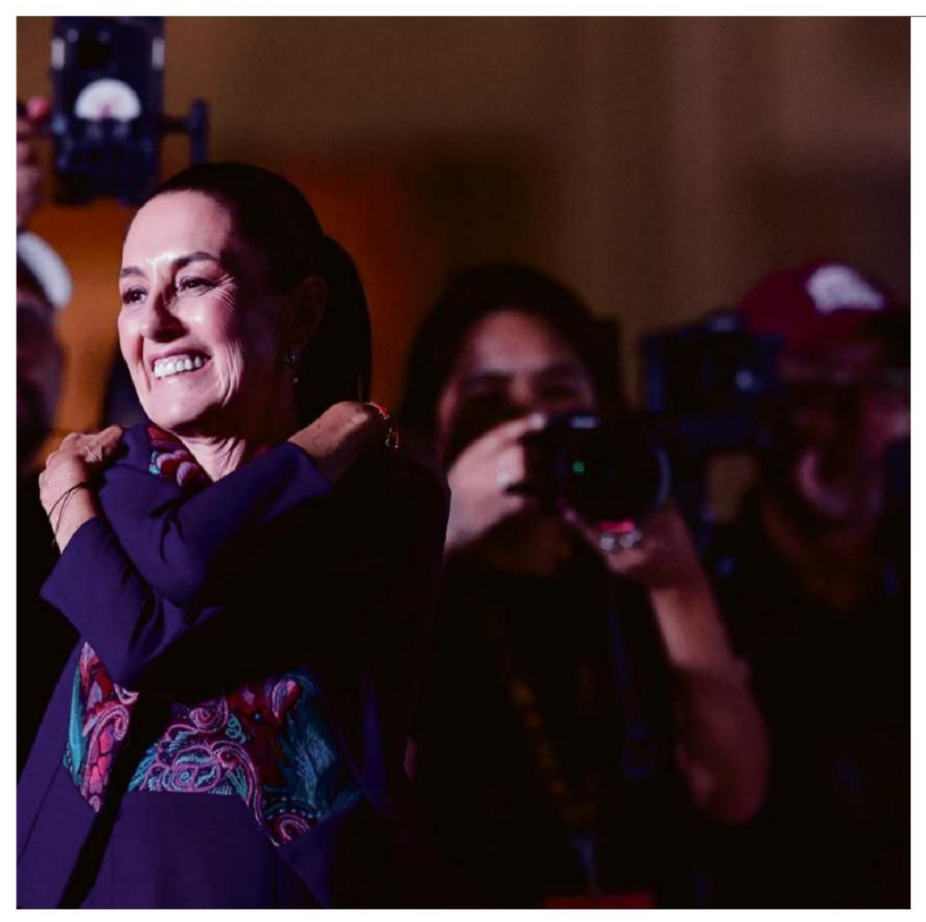
Cela a déjà été résolu par la décision de la Cour suprême *[le 6 septembre, l'institution fédérale a dépénalisé l'avortement dans tout le pays]*.

Certes, l'IVG a été dépénalisé, mais il pourrait être rendu légal afin d'en améliorer l'accès?

Cela a déjà été résolu par la décision de la Cour suprême.

La guerre contre les cartels, lancée par la droite en 2006, fait toujours plus de 30 000 morts par an. Comment lutter contre la violence du crime organisé?

Il faut prendre par les deux bouts: affronter les causes et renforcer le système de justice. D'abord, il faut faire de la prévention, s'assurer qu'aucun jeune n'ait à rejoindre un groupe criminel. Ensuite, il faut réduire l'impunité qui est toujours très forte *[95% des délits restent impunis au Mexique]*. Il faut une meilleure coordination entre les institutions, avoir un meilleur système de renseignement et d'investigation. Le Mexique a aussi besoin d'une réforme du pouvoir judiciaire: si on obtient la majorité qualifiée au Congrès, alors on réformera la justice pour réduire la corruption, sinon, il faudra faire voter cette réforme. Car le pouvoir judiciaire est toujours très corrompu. En meeting, quand je demande à la foule: *«Comment sont les juges?»* avant même de finir ma question, les gens reprennent en chœur: *«Corrompus!»* C'est une réalité: au Mexique, il n'y a pas d'accès à la justice. Les



pauvres n'y ont pas accès. Les femmes non plus, quand elles veulent dénoncer une agression par exemple.

Au Mexique, dix femmes sont assassinées chaque jour. Que signifie le fait qu'un pays si machiste choisisse une femme comme présidente ?

Le fait que des gens votent pour une femme montre que le Mexique n'est pas si machiste. Et le simple fait de voir une femme présidente, ainsi que notre travail au gouvernement, va changer les mentalités. Le machisme va s'estomper. Evidemment, c'est un symbole très fort, même si je ne me regarde pas dans la glace en pensant à cela. Devenir la première présidente du Mexique, c'est un grand privilège et une énorme responsabilité.

Vous êtes élue pour six ans non reconductible. Que voulez-vous que les gens retiennent à la fin de votre mandat ?

Je veux qu'on se rappelle de moi comme une bonne présidente, tout simplement. Une bonne présidente appréciée du peuple, car cela voudra dire que j'ai travaillé efficacement pour le peuple. Je veux être reconnue comme la présidente de l'éducation, des énergies renouvelables et des femmes, et comme celle qui aura permis de continuer à faire baisser la pauvreté. Je veux surtout que dans six ans, le Mexique soit dans une meilleure situation qu'aujourd'hui. ◆

Drogues, extorsion de migrants… L'urgent défi sécuritaire

Elue avec environ 60 % des voix, la présidente de gauche devra continuer la «transformation sociale» de son prédécesseur, et surtout s'attaquer à la violence des groupes criminels qui mine le pays.

Le pays des féminicides – dix femmes ont été tuées chaque jour en 2023 en moyenne selon l'ONU – vient d'élire sa première présidente, Claudia Sheinbaum, 61 ans, avec une large avance. Sans être une surprise, il s'agit tout de même d'un séisme politique pour le Mexique. Entre 58 et 60 % des électeurs mexicains ont donné leur voix à cette scientifique de gauche, qui aura su surfer sur l'immense popularité du président sortant, Andrés Manuel López Obrador (Amlo) – il cumule à peu près autant d'opinions favorables.

Outre le score écrasant de sa candidate, supérieur à celui du mentor élu en 2018 avec 53 % des voix, le parti Morena, façonné à l'image d'Amlo qui l'a créé, conserve sa majorité qualifiée au Congrès et au Sénat. Et confirme ainsi sa conquête indiscutable du pouvoir après presque un siècle de mainmise du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), englué dans les affaires de corruption. En témoignent les 30 points de retard de Xóchitl Gálvez, candidate d'une coalition bancale à droite entre les conservateurs du Parti d'action nationale et les vieux routiers du PRI.

Carrée. *«Je ne vais pas vous décevoir,* a promis Claudia Sheinbaum juste après l'annonce des résultats devant ses partisans. *Nous allons continuer à construire un véritable Etat-providence.»* Au-delà de l'héritage qu'elle embrasse, la maire de Mexico aura su convaincre les électeurs grâce à une personnalité carrée, sérieuse et un bon bilan à la tête de la capitale et ses 9 millions d'habitants – notamment dans la lutte contre les féminicides, la délinquance et le désenclavement de quartiers pauvres. Elle promet de construire *«le deuxième étage»* de la transformation sociale d'Amlo, un ensemble d'aides qui constitue le ciment de son immense popularité.

Marque. Reste à savoir comment cette spécialiste de l'énergie, passée par un panel du Giec au mitan des années 2000, imprimera sa propre marque sur la présidence mexicaine à partir du 1er octobre, date prévue pour son investiture. *«Je veux être reconnue comme la présidente de l'éducation, des énergies renouvelables et des femmes»*, dit-elle à *Libération* dans une interview *(lire ci-contre)* Sur le style, la citadine Claudia Sheinbaum, fille d'universitaires, a tout fait pendant sa campagne pour coller au maximum à la figure populaire – voire aux accents populistes – de l'actuel président qu'elle juge *«irremplaçable»*. Pendant ses six ans de mandat, Andrés Manuel López Obrador n'a cessé de renforcer cette image d'homme du peuple, notamment grâce à ses longues conférences de presse quasi quotidiennes où il déroulait son discours social et anticorruption.

C'est d'ailleurs probablement ce qui a permis à Sheinbaum de ne pas pâtir du principal point noir du bilan d'Amlo : la lutte contre la violence qui gangrène le pays depuis plus de deux décennies. Le Mexique enregistre plus de 80 homicides par jour, dont 75 % sont perpétrés par des groupes criminels qui contrôlent parfois des pans entiers du territoire. La guerre contre les cartels, lancée en 2006 par l'ancien président Felipe Calderón, a déjà fait plus de 450 000 morts et 100 000 disparus. Sans vraiment de résultats puisque ces groupes armés, qui prospèrent grâce au trafic de cocaïne et à la production de fentanyl à destination des Etats-Unis, sont devenus de véritables multinationales du crime.

Pour se dédouaner de cette absence de résultats en matière de sécurité, Amlo n'a eu de cesse de critiquer les *«gouvernements du passé»*, alors même qu'il s'est inscrit dans la droite lignée de la militarisation du pays amorcée par ses prédécesseurs. Malgré l'échec de la promesse d'un mandat qui devait être celui *«des accolades, pas des fusillades»*, son héritière reprend le flambeau en y ajoutant le difficile engagement vers une *«impunité zéro»* – 95 % des délits restent impunis dans le pays. *«Nous mènerons le Mexique sur le chemin de la paix et de la sécurité»*, promettait Claudia Sheinbaum dimanche soir à l'issue d'une campagne qui a vu la mort, selon plusieurs ONG, de plus d'une trentaine d'élus ou de candidats à des élections mineures, dont un dans la nuit de samedi à dimanche, à quelques heures à peine de l'ouverture des bureaux de vote.

«Si elle ne peut pas enrayer la détérioration dramatique de la situation sécuritaire, ce sera de plus en plus difficile de mettre en œuvre son agenda de politiques sociales et économiques», estime Michael Shifter, du centre d'analyse Diálogo Interamericano, dans un entretien à l'AFP. Une tâche titanesque, d'autant que les cartels prolifèrent aussi sur un autre terrain : l'exploitation et l'extorsion des centaines de milliers de migrants qui traversent le Mexique à destination des Etats-Unis. Autre sujet inflammable qui occupe une place prépondérante de l'autre côté du Río Grande avant le scrutin présidentiel américain du 5 novembre, qui pourrait voir le retour de Donald Trump au pouvoir.

BENJAMIN DELILLE


Manon Aubry (LFI). PHOTO PASCAL BASTIEN


Jordan Bardella (RN). PHOTO PATRICK GHERDOUSSI


François-Xavier Bellamy (LR). PHOTO ALBERT FACELLY


Léon Deffontaines (PCF). PHOTO ALBERT FACELLY

Programmes Prêts feu parlez

Ce mardi soir, les huit principales têtes de listes s'affronteront lors d'un débat télévisé sur France 2. Une entrée dans le dur de la campagne, quelques jours avant les élections de dimanche, et l'occasion pour chacun de tenter d'imposer son thème.

Par **LILIAN ALEMAGNA**

Enfin une campagne? Après un week-end à galvaniser leurs partisans à Paris et dans les grandes métropoles, les huit principales têtes de liste se retrouvent ce mardi soir sur France 2 pour un ultime débat. Huit autres «petits candidats», réunis lundi devant l'Arcom pour dénoncer un *«verrouillage de la démocratie»*, leur succéderont en deuxième partie de soirée.

Depuis le temps qu'ils expliquent en coulisses que *«tout se jouera dans les deux dernières semaines»*, voici donc les grands partis dans ce *money time* très spécifique aux européennes où les 45 millions d'électeurs – notamment à gauche – se décident au dernier moment. Pour chasser le mauvais présage qui pourrait les faire basculer sous la barre des 5% et les priver d'élus au Parlement européen, les écolos français rappellent qu'il y a cinq ans, à quatre jours du scrutin, on les plaçait entre 7,5 et 9% des intentions de vote. Ils finiront à 13,5%. A l'inverse, le Rassemblement national de (déjà) Jordan Bardella était donné à 25% et La France insoumise de (déjà) Manon Aubry à 9%. Le premier finira avec deux points de moins. La seconde à 6,3%.

Dans une campagne à l'électorat volatil et où aucune thématique européenne n'a réellement imprimé, les huit principaux candidats jouent donc une partie médiatique importante ce mardi soir. On devrait entendre à nouveau l'extrême droite et une droite extrémisée, entre deux diatribes sur la *«submersion migratoire»*, aller chercher la tête de liste macroniste Valérie Hayer sur le *«danger pour le pouvoir d'achat des Français»* de la fin de la vente de voitures thermiques en 2035. Ou encore Manon Aubry piquer à nouveau la tête de liste choisie par les socialistes, Raphaël Glucksmann, sur la *«clarté»* à tenir pour empêcher l'extrême droite de monter. Le communiste Léon Deffontaines retenter ses punchlines sur *«la girouette»* Bardella. Ou, enfin, l'écologiste Marie Toussaint tenter (pour l'instant en vain) de rappeler que le réchauffement climatique devrait, vu l'état de la planète, être en tête des préoccupations des élections. Tenter en trois jours ce qu'aucun d'entre eux n'a pour l'instant réussi en plusieurs mois: installer, d'ici le vote de dimanche, un sujet de campagne.

ENVIRONNEMENT

1

Il y a cinq ans, toutes les têtes de liste avaient repeint leur costume en vert. Changement d'ère en 2024 alors que ce scrutin apparaît décisif pour la protection du climat et de la biodiversité et la lutte contre les diverses pollutions. Avec Marie Toussaint, le parti **Les Ecologistes** propose de créer un *«Etat providence écologique européen»* passant par l'adoption d'un *«traité environnemental pour faire de la protection de la nature la norme des normes»*, un *«fonds de souveraineté écologique»*, ou encore la baisse de la TVA sur les produits «verts», fabriqués en Europe et bons pour la santé. Au programme aussi, atteindre, d'ici 2040, 100% de renouvelables. Dans leur *«planification écologique européenne»*, **La France insoumise** et Manon Aubry promettent la même chose, mais pour 2050, avec l'interdiction de toute nouvelle exploitation d'énergies fossiles. Même référence à la *«planification écologique»*, pour **les socialistes** et Raphaël Glucksmann, dont la liste propose elle aussi la fin des dépenses néfastes pour le climat et la biodiversité, mais en conservant une part de nucléaire comme *«transition»*. Côté transports, ces trois listes promettent de développer le ferroviaire, notamment le train de nuit. Et elles insistent sur la transition vers l'agroécologie.

A gauche, le **communiste** Léon Deffontaines fait quelque peu bande à part. Certes, il est, comme les autres, pour développer le ferroviaire, mais se montre pro-nucléaire. Et s'il dit vouloir verdir la politique agricole commune (PAC), il ne propose rien sur la fin des dépenses néfastes pour le climat et la biodiversité, et reste flou sur les enjeux de biodiversité.

Chez Valérie Hayer et **Renaissance,** on défend un plan de *«1000 milliards d'euros d'investissements»* pour faire face au choc climatique. Ce *«Plan Europe 2030»* fait la part belle au nucléaire et aux véhicules propres, mais aussi à l'avion vert et aux trains de nuit. Sur l'agriculture, les macronistes évoquent aussi une *«simplification»* de la PAC et proposent de seulement *«diviser par deux l'usage des pesticides d'ici 2030»*. Chez **Les Républicains** de François Bellamy, on vante *«le progrès et la science»*, on encourage la sortie du charbon (mais pas du gaz) et on propose un grand programme de construction de centrales nucléaires. LR promet également de *«développer [le] ferroviaire»*, mais entend aussi revenir sur l'interdiction de la vente de véhicules thermiques neufs en 2035.

Une proposition sur laquelle mise Jordan Bardella, qui entend aussi torpiller le Green Deal. Pro-nucléaire, le **RN,** veut *«une pause réglementaire»* sur l'environnement et prône un *«redéploiement massif du transport ferroviaire»*. Mais rien sur la protection et la restauration de la nature, ni contre la pollution de l'air. Marion Maréchal et **Reconquête** fustigent aussi l'*«écologie punitive»*, avec une farandole de suppressions (notamment de tout ce qui verdissait la PAC…), jusqu'à une refonte des directives «oiseaux» et «habitats», fondatrices en matière de protection de la nature.

CORALIE SCHAUB

INSTITUTIONS

Plus ou moins de compétences pour l'Union européenne? Plus ou moins d'Etats membres? Sur ces sujets, un choix clair est offert à l'électeur de gauche. La liste du **Parti communiste,** qui clame haut son rejet d'une UE structurellement *«austéritaire»*, veut rendre largement la main aux Etats, notamment en leur permettant de déroger aux traités et directives *«qui vont à l'encontre des intérêts démocratiques, sociaux et économiques du peuple de France»*. Côté **LFI,** on se propose de relativiser les compétences de la Commission au profit du Parlement européen. Les deux partis refusent par ailleurs tout élargissement de l'Union, notamment à l'Ukraine, par crainte d'un dumping social.

A l'inverse, **Les Ecologistes** et l'alliance **PS-Place publique** portent haut leur fédéralisme européen. La liste de Marie Toussaint rêve d'une *«assemblée constituante européenne»* chargée de réviser les traités et de soumettre à référendum le projet d'une *«union fiscale, d'une politique économique coordonnée, d'une démocratie européenne véritable et d'une diplomatie, sécurité et défense communes»*. Quant à Raphaël Glucksmann, il souhaite que les Etats votent à la majorité qualifiée pour l'ensemble des sujets, alors que la politique étrangère, la fiscalité ou encore la politique sociale restent soumises à la règle de l'unanimité.

La candidate **Renaissance,** Valérie Hayer, propose, comme eux, de donner au Parlement européen le droit d'initiative législative qu'il ne possède pas aujourd'hui, mais en outre de diminuer le nombre de sujets sur lesquels les Etats décident à l'unanimité. Sans s'opposer au principe d'une adhésion de l'Ukraine, elle l'écarte à court ou moyen terme.

Plus à droite, c'est à nouveau le souverainisme qui domine. Par exemple chez **Les Républicains,** qui souhaitent consacrer la supériorité de la Constitution française sur les normes européennes et permettre à *«un tiers des Parlements nationaux des Etats membres»* de bloquer un projet de la Commission qui ne respecterait pas le champ des compétences de l'UE. Par le passé, le parti a soutenu l'idée que, dans certains domaines, les lois nationales soient supérieures au droit communautaire. Chez le **Rassemblement national** et **Reconquête,** ces accents sont encore plus prononcés. Sans oser parler de Frexit, le RN veut donner aux Etats l'exclusivité de l'initiative législative et faire de la Commission un simple *«secrétariat général»* aux compétences congrues. Quant aux zemmouristes, ils proposent tout simplement de la supprimer. L'un et l'autre, ça va sans dire, refusent tout élargissement de l'UE.

LISA BOUDOUSSIER

ÉCONOMIE

Les questions économiques et sociales restent un moyen sûr de comprendre pourquoi la gauche et la droite, ce n'est pas la même chose. Sans surprise, les plus loquaces concernant les droits des travailleurs se trouvent à gauche du champ politique. **La France insoumise** et sa tête de liste, Manon Aubry, proposent un salaire minimum européen d'au moins 75 % du salaire médian de chaque pays (1 600 euros net en France)… Mode de calcul un peu différent chez **les communistes** et leurs alliés, qui veulent l'aligner sur le mieux-disant européen (en l'espèce, avance Léon Deffontaines dans son programme, l'Espagne et son salaire minimum à 60 % du salaire moyen national). **Les Ecologistes,** eux, portent un *«droit de veto social»* qui conduirait à repousser tout nouveau texte européen qui serait nocif aux 10 % les plus pauvres. Quant à Raphaël Glucksmann et sa liste **PS-Place publique,** il propose notamment d'atteindre l'égalité salariale entre les hommes et les femmes par une clause de l'Européenne la plus favorisée.

Pendant ce temps, à droite, **la liste macroniste** de Valérie Hayer agite quelques mesures de *«justice sociale et fiscale»*, avec des *«critères sociaux pour l'accès aux fonds européens»*, censés *«éliminer le dumping social»*, tandis que François-Xavier Bellamy, le visage du camp **Les Républicains** dans ce scrutin, ne jure que par les baisses de *«charges»* dans un programme très tourné vers la France.

A l'extrême droite, l'indigence du programme de Jordan Bardella **(RN)** le dispute à celle de Marion Maréchal **(Reconquête).** Quelques mesures tout de même surplombent les clivages politiques, comme la fin de la directive sur les *«travailleurs détachés»* ou la préférence européenne pour les marchés publics.

Plusieurs partis de gauche comme d'extrême droite défendent de sortir des accords de libre-échange, ou a minima de suspendre les négociations en cours pour de futurs accords. Ils sont plusieurs aussi à vouloir étendre la taxe carbone aux frontières à davantage de produits. Mais le clivage réapparaît quand LFI propose de mettre fin aux règles budgétaires (un déficit sous les 3 % du PIB) qui *«imposent l'austérité»*, tandis que Raphaël Glucksmann, veut taxer les millionnaires et multimilliardaires à hauteur de 2 % et que Marie Toussaint (Les Ecologistes) défend une union fiscale européenne. Pendant ce temps, François-Xavier Bellamy rêve à voix haute de couper dans le nombre de fonctionnaires et dans les dépenses sociales, en France toujours. Valérie Hayer compte pour sa part trouver 1 000 milliards d'euros d'investissements pour faire face aux chocs écologique, technologique et sécuritaire.

FRANTZ DURUPT *et* **ANNE-SOPHIE LECHEVALLIER** (*avec* **Li.B.**)

IMMIGRATION

Le sujet arrive toujours – souvent très tôt – dans les débats. Les immigrés, les frontières, l'islam, Frontex (l'agence européenne de gardes-frontières et de garde-côtes, chargée du contrôle et de la gestion des frontières extérieures de l'espace Schengen)… Certains mots reviennent en boucle. *«Laaaaxiiiiste», «raciiiiiste», «islamiiiiiiiiiste», «compliiiiiiiceeee des terrooooorïiiiiistes»*. Et il n'y a pas que l'extrême droite qui en parle. La tête de liste du **PCF,** Léon Deffontaines, défend ainsi l'aide au développement des pays d'origine et prône le rejet du *«pacte asile-immigration»*, l'abolition de l'externalisation des frontières et l'abrogation des accords de Dublin – dont le principe est que le premier pays européen traversé par un migrant doit se charger de traiter sa demande d'asile. Frontex? Chez **LFI,** Manon Aubry qualifie cette agence de *«meurtrière»* et propose son remplacement par une agence européenne civile de sauvetage en mer et sur terre en appui de celle actuelle pour l'asile. Les insoumis veulent garantir le droit d'asile sur le sol européen et *«abroger»* le pacte asile-migration. **Les Ecologistes** aussi critiquent Frontex et déplorent le manque de coopération dans l'accueil entre les Etats. Marie Toussaint et les siens proposent de financer le sauvetage en mer et de reconnaître un statut de réfugié climatique et environnemental. De leur côté, **les socialistes** et Raphaël Glucksmann militent pour des *«voies d'immigration légales»* et veulent assurer un *«devoir de sauver»* pour que l'UE mobilise des moyens. La **macroniste** Valérie Hayer propose, elle, d'augmenter le nombre de gardes-frontières et garde-côtes européens jusqu'à 30 000. Elle vise un doublement des renvois des migrants en situation irrégulière (200 000 chaque année) et veut que l'UE négocie des accords avec les pays d'origine.

A droite et son extrême, on a désormais du mal à dissocier les nuances. Chez **LR,** François-Xavier Bellamy veut *«redéploy[er] des fonds européens inutiles vers la construction de barrières physiques à l'Est (murs, fossés, caméras, etc.) et le déploiement de forces maritimes en Méditerranée»*. Au **RN,** Jordan Bardella vend *«une double sécurité»*: un contrôle aux frontières françaises et la mise en place d'une frontière européenne, et compte restreindre la libre circulation dans l'espace Schengen aux seuls ressortissants des pays membres. Au bout du spectre, Marion Maréchal et **Reconquête** veulent libérer l'Europe de *«l'immigration et l'islamisation»* et proposent carrément une *«triple frontière»*: nationale, européenne et extra-européenne. La petite-fille de Jean-Marie Le Pen veut supprimer les subventions des ONG dites *«pro-migrants»* et supprimer la directive européenne sur le regroupement familial. Rien que ça.

RACHID LAÏRECHE



Raphaël Glucksmann (PS-Place publique). PHOTO PASCAL BASTIEN



Valérie Hayer (Renaissance). PHOTO ALBERT FACELLY



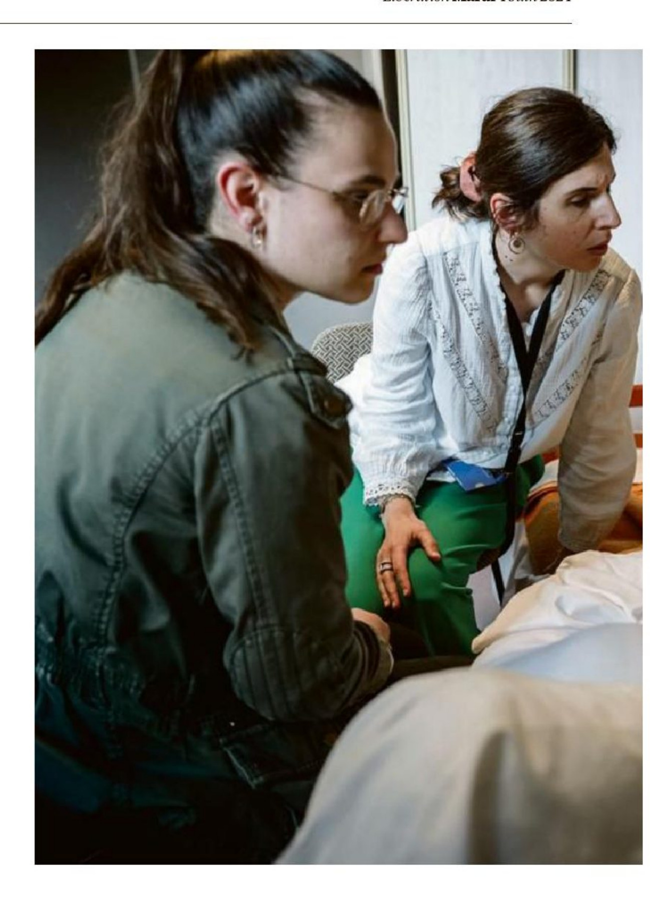
Marion Maréchal (Reconquête). PHOTO DENIS ALLARD



Marie Toussaint (Les Ecologistes). PHOTO CHA GONZALEZ

SOINS PALLIATIFS

A Lyon, une unité mobile pour «faire du lien» hors de l'hôpital



Alors que l'Assemblée nationale poursuit cette semaine l'examen du projet de loi sur la fin de vie, «Libération» a suivi une équipe extrahospitalière des Hospices civils de Lyon, qui amène les soins palliatifs jusqu'au domicile des patients.



REPORTAGE

Par **MAÏTÉ DARNAULT** Correspondante à Lyon
Photo **BRUNO AMSELLEM**

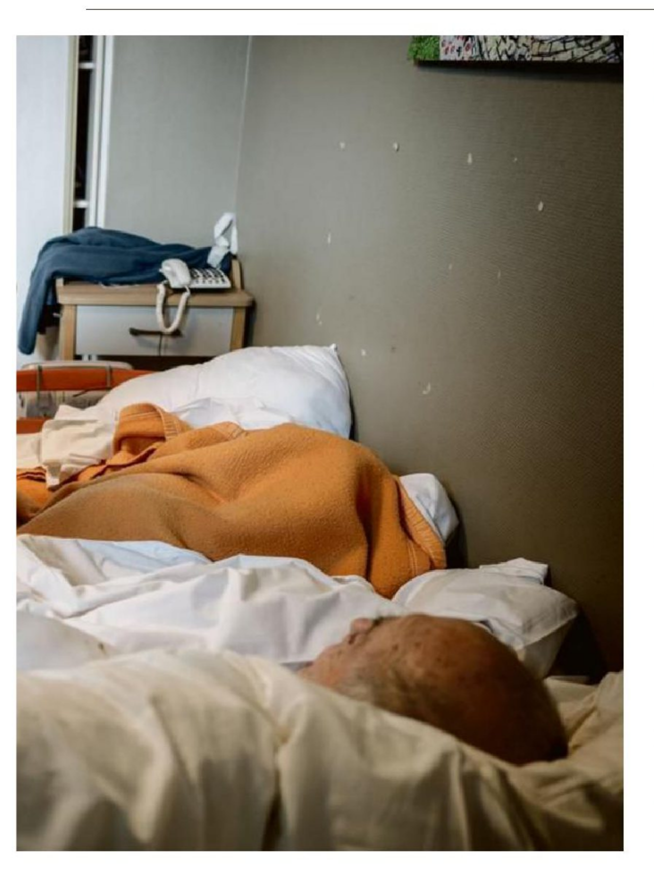
L'homme est alité. Son long corps émacié modèle la couverture. Au mur, il y a des dessins d'enfants. Sur la commode, quelques photos en noir et blanc. Et de petits objets disposés avec précaution. Ceux qui, seuls, subsistent une fois soldés les meubles trop imposants pour la chambre d'Ehpad. Des instantanés et des fétiches d'un temps révolu, quand le monsieur était fringant. *«Est-ce qu'il y a des choses qui sont difficiles et des choses qui vont bien en ce moment ?»* questionne Hélène Roux. Le patient dodeline de la tête face à la psychologue. *«J'ai l'impression que vous luttez contre la sieste,* dit en souriant la médecin généraliste Sophie Munier. *Est-ce qu'il y a des douleurs dans le corps, le pied ? Est-ce que je peux soulever les draps pour le voir ? Pardon, j'ai les mains un peu froides.»* Elle regarde rapidement puis rabat le tissu blanc. Et continue d'interroger l'octogénaire, qui répond par monosyllabes. Diagnostiqué bipolaire il y a une dizaine d'années, le patient est atteint d'une myocardiopathie et d'ostéoporose. *«On est là pour s'assurer qu'on fait des soins qui correspondent à ce dont vous avez besoin. Aller à l'hôpital, ce n'est pas quelque chose que vous appréciez, on le sait. Notre objectif, ce serait que vous restiez ici le plus longtemps possible, sans faire des choses qui ne sont pas nécessaires.»* La réaction de l'homme fuse depuis l'oreiller, étonnamment claire: *«100% d'accord.»* Keren Danaila, médecin coordinatrice de l'Ehpad où il vit depuis deux ans, dans le VIIe arrondissement de Lyon, avait averti avant la rencontre: *«Je sais qu'il va se dégrader, c'est important de prendre son avis avant.»* Sophie Munier, après coup: *«Il faudrait rencontrer la famille, l'amener à se dire qu'on sera moins dans la recherche de pathologies, on est toutes d'accord pour lui éviter des allers-retours à l'hôpital.»*

«TOMBER LES BARRIÈRES»

«Cheminer», «ajuster»: ces mots reviennent dans le discours de celle qui, en visite, ne porte jamais de blouse blanche. *«Ça enlève le côté médical, ça fait tomber les barrières, pour qu'il n'y ait pas de retenue dans la parole»*, considère Chrystel Pluviaux, infirmière. Avec Sophie Munier et Hélène Roux, elles forment l'une des deux équipes mobiles extrahospitalières de soins palliatifs des Hospices civils de Lyon (HCL). Elles travaillent en binôme, par roulements, et se partagent avec une autre équipe de trois soignants les demandes adressées à l'hôpital dans toute la métropole de Lyon (1,4 million d'habitants). Nombre de leurs patients, dépendants, vivent dans des établissements médico-sociaux, des Ehpad ou des foyers, leur ultime domicile. D'autres se maintiennent chez eux, grâce à la présence d'aidants – proches et personnels paramédicaux. Comme la grande majorité des Français, ces femmes et ces hommes veulent finir leur vie à la maison, paisiblement. Mais la réalité est rarement aussi simple.

Quand on ne peut pas ou plus guérir, les soins palliatifs prennent le relais. En théorie. Un rapport de la Cour des comptes a estimé en juillet 2023 que les besoins *«ne seraient couverts qu'à hauteur de 50%»* sur notre territoire. A ce jour, 21 départements sont encore dépourvus d'unités de soins palliatifs. A la fois prolongement et contrepoint des soins curatifs, cette spécialité autant méconnue que sous-dotée se consacre à la prise en charge de la douleur et au soutien psychologique du malade et de ses proches. Pionnière car ouverte dès 1988, l'unité de l'hôpital Lyon-Sud des HCL a dû attendre trente ans pour s'affranchir de ses murs aseptisés. En 2019, l'agence régionale de santé a fini par financer la création d'une équipe extrahospitalière. *«Ça nous a ouverts sur la vraie vie des personnes, on a pu faire du lien hors d'ici,* salue la professeure Elise Perceau-Chambard, médecin cheffe du service. *Ça vient renforcer une approche holistique et personnalisée, ça permet d'anticiper les hospitalisations et d'éviter les passages aux urgences.»*

Sophie Munier, Chrystel Pluviaux et Hélène Roux auscultent peu leurs patients. Elles leur parlent, les écoutent surtout. Dialogue attentif, regard avisé. Leur priorité: *«Evaluer.»* Lire sur un visage les signes de la douleur, de l'inconfort, veiller les doutes, les volontés et leurs



Hélène Roux, psychologue clinicienne, et Sophie Munier, médecin généraliste spécialisée en soins palliatifs, en visite à domicile, à Lyon, le 14 mai.

Les médecins mobiles auscultent peu leurs patients. Elles leur parlent, les écoutent surtout.

variations. Il y a l'état et l'état d'esprit. Le corps malade. La psyché. Et l'entourage, la famille, avec ses propres tourments. Le trio intervient auprès de personnes atteintes de maladies graves et évolutives: cancers, pathologies neurodégénératives ou chroniques, insuffisances cardiaques et rénales… Hormis le ressenti du patient, l'observation de son faciès est une clé surprenante de leur discipline. *«Cette attention portée va permettre de définir si c'est de la douleur physique, de l'appréhension, de l'angoisse ou une combinaison des trois, on va s'intéresser à la vie autour, pour être au plus proche de ce qu'il souhaite, pour qu'il s'y retrouve»*, explique Chrystel Pluviaux.

«NE PAS TOUT FIGER»

Reste une question à laquelle elles ne répondent jamais: *«J'en ai pour combien de temps? Quand est-ce que je vais mourir? On nous le demande souvent*, constate Sophie Munier. *On ne sait pas, on ne peut rien affirmer, on se tromperait en donnant un chiffre.»* Ce jeudi de mai, il faut rouler une demi-heure pour rallier un village à l'ouest de Lyon. Une dame de 88 ans attend sur la terrasse, entourée de ses deux enfants. Une récente hospitalisation pour une affection pulmonaire a décelé un cancer du système lymphatique. Elle respire et parle avec difficulté. *«Il faut agir pour que vous vous sentiez mieux mais sans que ce soit trop invasif»*, avance Chrystel Pluviaux. *«Elle ne veut pas du tout d'acharnement»*, intervient sa fille, qui dit aussi son besoin *«de [se] projeter»*, après plusieurs jours difficiles à assister aux souffrances de sa mère. *«Pour l'instant, on ne sait pas comment va évoluer votre maman, mais vous aussi, les aidants, il ne faut pas non plus vous épuiser»*, explique doucement l'infirmière.

Puis elle se tourne vers la patiente: *«Aujourd'hui, vous êtes encore dans la vie, il ne faut pas tout figer, on va faire en fonction de vous, ça vous peine de voir que ça devient difficile?»* L'aînée opine. La tension se relâche un instant, dévoilant la détresse qui étreint la famille. Une hospitalisation à domicile va être mise en place sous quelques jours. *«Toutes les fins de vie ne nécessitent pas forcément notre expertise mais dès lors qu'il y a des symptômes complexes, une souffrance psychique, on essaie de sensibiliser les autres équipes de soignants qui interviennent à l'évaluation et à la prise en charge de la douleur, de l'anxiété, et au dialogue avec l'entourage»*, dit Sophie Munier. Une certitude: *«Plus on connaît les patients tôt, mieux c'est»*, souligne Chrystel Pluviaux. Car l'arrêt des soins curatifs *«peut être vécu comme un abandon»*, observe Sophie Munier. Et les soins palliatifs *«font encore peur»*, parce qu'ils abolissent l'espoir d'une guérison. *«Dans l'imaginaire, ça ne peut être qu'un suivi court, pour la toute fin de vie, or on fait aussi des accompagnements plus longs.»*

Cette fluctuation temporelle leste les débats sur le projet de loi relatif à l'accompagnement des malades et de la fin de vie, examiné jusqu'au 18 juin à l'Assemblée nationale. Tout le monde espère une fin digne; personne n'a envie d'avoir mal, d'être mal, ni de faire mal ou de mal faire. Dans le serment d'Hippocrate, ces phrases se suivent: *«Je ne prolongerai pas abusivement les. Je ne provoquerai jamais la mort délibérément.»* Entre les deux, l'interstice est flottant et en pratique, les médecins naviguent à vue. Légaliser le suicide assisté ou l'euthanasie – termes soigneusement évités par le gouvernement – reviendrait à figer un décompte auquel la profession se dérobe d'ordinaire. Face aux polémiques, Sophie Munier reconnaît se sentir *«perdue en tant que médecin»* et *«pas du tout certaine»* de son positionnement. Après chaque visite, de retour dans son bureau, elle fait le lien avec la famille et rédige un compte rendu de la rencontre avec le patient. Comme le carnet de bord, pas seulement administratif, d'une vie qui décélère.

«ESSAYER DE COMPRENDRE»

La généraliste a déjà été *«confrontée à des demandes de patients d'aide active à mourir»*. Mais *«des fois, on n'a aucun accès pour désamorcer ces situations»*. Ce que permet la loi Claeys-Leonetti de 2016 – *«une sédation profonde et continue»*, *«associée à une analgésie»*, jusqu'au décès – ne suffit pas toujours. L'actuel projet de loi se compose de deux pans. Le premier fait consensus: le développement des soins palliatifs, à qui l'exécutif a promis de consacrer une stratégie décennale, avec un budget à terme de 2,7 milliards d'euros par an. Le second, sur lequel les députés vont ferrailler cette semaine, concerne l'aide active à mourir en cas de *«souffrances physiques et psychiques réfractaires»*. Le sujet reste incandescent, attisé par des préoccupations éthiques, morales et spirituelles.

«La majorité du monde des soins palliatifs est fermée» à ce projet de loi, *«mais je ne me sens pas appartenir à ce moule»*, explique Sophie Munier. Pour autant, la généraliste *«partage une crainte par rapport au côté pratique»* du futur texte. Les unités palliatives, spécialistes cliniques de l'agonie, redoutent le rôle qui pourrait leur être attribué. *«Au sein des équipes, il y a beaucoup de réticence à envisager d'effectuer»* le geste létal: *«Ce serait nous? D'autres professionnels? Dans notre service ou un autre?* interroge Sophie Munier. *Si c'est nous, ça concernera des personnes qu'on a suivies ou d'autres qu'on n'a pas connues?»* Elise Perceau-Chambard craint quant à elle les *«glissements»* auxquels pourraient aboutir les échanges parlementaires et *«espère qu'il y a aura des garde-fous»*. *«Ce que nous font vivre nos patients, c'est la complexité*, dit-elle. *Le souhait de mort que formule une personne cache plein de choses qu'on peut essayer de comprendre en prenant le temps.»* ◆

carnet

HOMMAGE

Paris (75)



A toi, notre amie

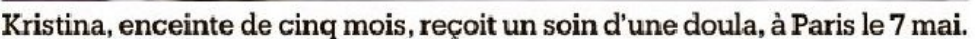
Nous qui avons eu la chance de croiser ta route,

MME BÉNÉDICTE KERMADEC

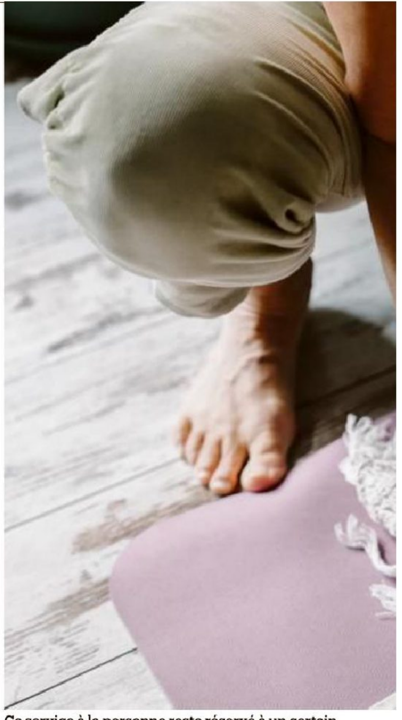
Nous regrettons amèrement ton départ survenu le vendredi 24 mai 2024.

Tu étais une scripte renommée du cinéma français, mais surtout une personnalité extraordinaire, libre, généreuse, exigeante et attentive aux autres.

Par
MIREN GARAICOECHEA
Photos **SARAH WITT**

Kristina, enceinte de cinq mois, reçoit un soin d'une doula, à Paris le 7 mai.



Ce service à la personne reste réservé à un certain

Grossesse Les doulas, une aide en douceur et quelques doutes

De plus en plus de professionnelles proposent leur service pour un accompagnement non médical, allant du soutien moral aux conseils pratiques. Mais l'ordre des sages-femmes s'inquiète de l'absence d'encadrement de l'activité.

On pourrait croire à une banale conversation entre copines. Assises face à face en tailleur sur un large canapé blanc, Kristina, 35 ans, déverse auprès d'Anne, 45 ans, un flot de questions autour de sa deuxième grossesse. Quid de l'aménagement de l'appartement, de l'allaitement, du sommeil ? De la répartition des tâches avec Jean-François, son conjoint, directeur financier très pris par le travail? Comment annoncer la nouvelle à Alexandre, son aîné, 3 ans? *«Je ne resterai que quelques heures à la maison de naissance, au lieu de trois jours à l'hôpital. J'ai besoin que les choses soient organisées»*, explique la mannequin avec son accent ouzbek, enceinte de cinq mois. Un carré gris impeccable entourant son visage, Anne l'enveloppe d'un regard bienveillant, en silence. D'une voix douce, le débit lent, rassurant, elle la relance parfois. Elle l'aiguille sur les différentes manières de tirer son lait, lui promet les références d'une cuisinière après l'accouchement ou d'une aide à domicile proposée par la CAF. Après l'avoir enveloppée de ses mots, Anne emmaillote lentement Kristina dans plusieurs linges couleur pastel disposés sur le sol, sur fond de musique de relaxation. Les gestes de ce soin appelé «rebozo», du nom d'un rituel mexicain, sont à mi-chemin entre l'étreinte et la danse. Kristina rouvre ses yeux verts, apaisée. *«Même si j'ai un homme, je n'ai jamais assez de câlins»*, rit-elle. La séance d'une heure et demie est terminée, cela fera 75 euros.

Loin d'être une amie, une sœur ou une cousine, Anne est «doula», un mot grec qui désignait l'esclave au service de la maîtresse de maison. Ni sage-femme ni psychologue, sans formation scientifique, les doulas proposent contre rémunération un *«accompagnement et soutien émotionnel, physique, pratique et informatif (basé sur la recherche scientifique)»*, définit l'association Doulas de France, créée en 2006. Elles accompagnent les grossesses, parfois des fins de vie (on les appelle alors «thanadoula»). Aujourd'hui, 223 adhérentes sont référencées par l'association. C'est deux fois plus depuis la crise du coronavirus. Epiphénomène, cette activité échappe à toute réglementation légale et inquiète l'ordre des sages-femmes, 24000 en France, en charge de 80% des accouchements – contre l'idée reçue qui voudrait que seul un médecin obstétricien accouche les femmes.

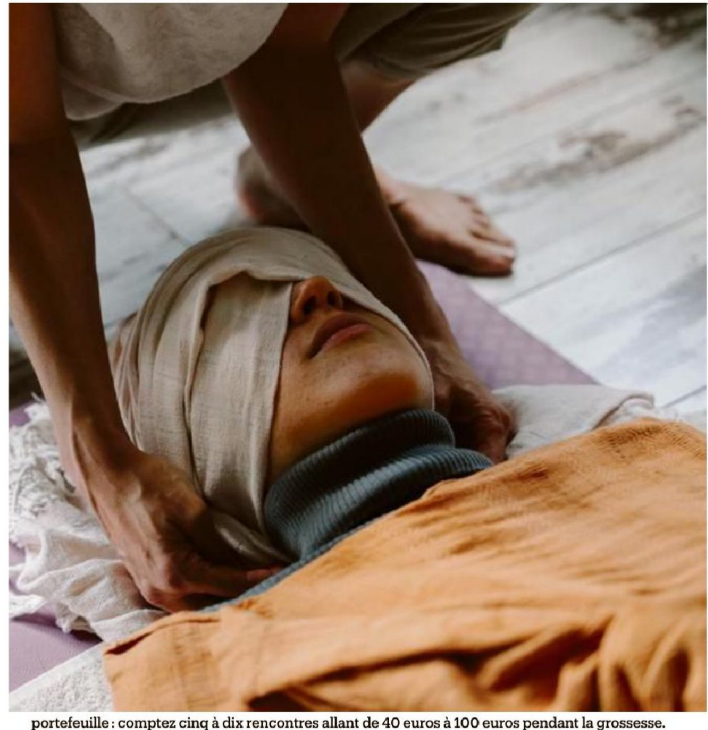
«CERTAINS SENTENT LE BON FILON»

Pour Kristina, l'envie de s'entourer est venue après une lecture sur l'accouchement naturel. Sa mère est morte, sa famille est en Ouzbékistan, ses beaux-parents ont plus de 80 ans. *«Ils ne peuvent pas aider.»* Il y a bien des amis à Paris *«mais ils travaillent beaucoup, je ne les vois que tous les trois ou quatre mois»*. Elle s'est donc tournée vers Anne. Après une dizaine d'années comme consultante en politique publique, rythmées par les horaires à rallonge et les déplacements, Anne a changé de métier. *«L'univers de performance me pesait»*, raconte celle qui est devenue formatrice. Il y a trois ans, le jour de la naissance d'Alexandre, Anne était aux côtés du couple, à la maternité les Bluets, dans le XIIe arrondissement de Paris, un établissement connu pour respecter au mieux le projet de naissance des parents. Elles ont de nouveau eu rendez-vous après. *«Quand tu accouches, il n'y a plus personne pour toi. Les gens sont tournés vers l'enfant*, rapporte Kristina. *Anne était là pour moi.»*

Ce service à la personne reste réservé à un certain portefeuille. Comptez cinq à dix rencontres allant de 40 euros à 100 euros. Et 300 à 600 euros pour une présence lors de l'accouchement, rapporte l'association. Massages rebozo, naturopathie, «hypno-natal» (hypnose douce pour la grossesse), ateliers de chant prénatal, cercles de parole ou encore «blessingway», une cérémonie à l'approche de la naissance… Nombre de doulas proposent des services spécifiques, comme le font les «coachs périnatales» ou «accompagnantes en périnatalité». Sur Internet, le business autour des grossesses, florissant, n'est pas encadré légalement.

«Certains sentent le bon filon», regrette Yanick Revel, membre du conseil d'administration de l'association. Pourtant, pour beaucoup, il s'agit d'une activité complémentaire, qui n'assure pas de revenu suffisant. Pour se démarquer, une charte est signée par les adhérentes (un seul homme est en cours d'inscription dans le réseau). Elle limite l'aide à du non-médical, et pose une règle fondamentale: ne jamais se substituer à la présence d'un professionnel de santé le jour de l'accouchement. Plusieurs doulas interrogées ont même dû recadrer des parents leur demandant d'assurer ce rôle. *«Nous ne parlons d'ailleurs jamais de patiente mais de cliente»*, confirme Yanick Revel. De fait, outre l'écoute, l'aide pratique qu'elles apportent parfois (surveiller un enfant pendant que la mère dort, étendre une machine, préparer les repas…) correspond aux tâches d'une aide-ménagère.

Accoucher en présence d'autres personnes est loin d'être nouveau. *«Depuis l'Antiquité, une femme qui avait bonne réputation et de l'expérience aidait. Au XVIIIe siècle, dans un village en Lorraine, elle pouvait même être élue par ses pairs»*, note Marie-France Morel, historienne spécialiste de la naissance. Autour étaient présentes la grand-mère, la belle-mère, des amies, des voisines… *«Tout un groupe exclusivement féminin la tenait quand*



portefeuille : comptez cinq à dix rencontres allant de 40 euros à 100 euros pendant la grossesse.


Anne, 45 ans, fait partie des 223 doulas référencées en France.

elle était assise, lui essuyait le front, lui donnait à boire. Au moment de la poussée, elles pouvaient même parfois crier, en soutien, comme un chœur. Le groupe s'occupait aussi du linge, du ménage, de la cuisine.» La grande rupture historique intervient pour la France dans les années 50, quand l'accouchement à l'hôpital devient majoritaire. *«Les femmes se retrouvent alors seules dans les maternités, coupées de leur cadre familial et amical, dans des salles de travail qui ressemblent parfois à des salles de torture.»*

PRATIQUE ÉSOTÉRIQUE

Il faut traverser l'Atlantique pour comprendre la genèse des doulas. *«Dès 1900, dans les régions les plus évoluées de l'Est et du nord des Etats-Unis, les sages-femmes ont peu à peu été exclues des accouchements, au profit des seuls obstétriciens»*, retrace l'autrice d'*Accompagner l'accouchement d'hier à aujourd'hui* (Erès, 2022). L'hôpital est devenu la norme, la profession a disparu. Le second tournant a lieu au cours des années 70, avec les mouvements hippie et féministe. *«Des Américaines ont voulu reprendre en main l'enfantement. Plutôt que de se tourner vers des médecins, elles ont choisi et payé quelqu'un qui connaissait les paroles et les gestes qui apaisent, sans être professionnelle»*, reprend l'historienne.

En France, pourtant, la profession médicale de sage-femme, réglementée depuis le Consulat en 1803, n'a jamais cessé d'exister. Comment alors expliquer le recours aux doulas depuis vingt ans ? La réponse est à trouver dans la mouvance plus large du «féminin sacré», caractérisée par la recherche d'une *«puissance féminine»* intérieure, constate la sociologue Constance Rimlinger, maîtresse de conférences à l'université de Lille dans un article paru dans la revue *Sociologie*. *«S'inscrivant dans une quête de sens et de réenchantement du monde, le féminin sacré présente des caractéristiques des spiritualités alternatives inscrites dans le sillon du Nouvel Age (New Age) et dans la "nébuleuse mystique-ésotérique".»* Certaines se posent d'ailleurs sur Facebook la question du sens de la réappropriation culturelle de certains rites, comme le rebozo.

Le productivisme à l'œuvre dans le secteur de la santé peut aussi expliquer cet essor. *«Dans la plupart des établissements, faute de personnel, la surveillance par le monitoring remplace l'accompagnement humain. La présence accrue des doulas est significative du manque à combler,* note Catherine Thomas, docteure en anthropologie dans une thèse consacrée à l'accouchement. *Bien qu'elles soient peu nombreuses en France, elles répondent, par leur présence, à une demande d'un autre type d'accompagnement et révèlent ainsi des failles dans l'offre de soins proposée actuellement.»*

La pression est forte sur la périnatalité en France, confirme Anne-Marie Curat, trésorière du Conseil national de l'ordre des sages-femmes : fermetures de petites maternités, baisse du nombre de postes, manque d'attractivité du métier, toujours en attente d'une vraie revalorisation… A cela s'ajoute une tendance de fond. *«En France, il y a eu une hypermédicalisation systématique des naissances au nom de la sécurité. C'est devenu nuisible. Des gens rejettent le médical pour aller vers le naturel, sans trop de discernement.»* L'ordre milite ainsi pour donner *«le temps et les moyens de s'occuper correctement des patientes»*. *«Elles n'iraient pas chercher des doulas si c'était le cas»*, estime Anne-Marie Curat.

Certaines mères optent pour un cumul des deux, une sage-femme et une doula. Laury, architecte d'intérieur de 34 ans habitant Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques), s'est détournée de sa gynécologue. *«Je souhaite accoucher dans une pièce non médicalisée, sans péridurale. Le jour où je l'ai annoncé à ma gynéco, elle s'est agacée. Elle nous a dit que jamais elle n'avait envisagé ça pour ses propres enfants, qu'elle avait bossé en néonat à Bordeaux et avait vu des choses horribles.»* Laury a alors trouvé une sage-femme et s'est lancée en parallèle dans cinq séances d'une heure et demie avec une doula. *«Sa disponibilité me plaît, et puis je me sens soutenue. Elle n'essaie pas de me convaincre de quelque chose.»*

Est-il seulement possible d'écouter en étant neutre, comme l'assurent ces aides ? D'informer avec un socle initial de compétences, non diplômant, de dix-neuf jours ? *«Elles donnent des conseils qui peuvent être dangereux, ou mal orienter»*, alerte fermement l'ordre. Parfois même, elles partagent des pratiques dangereuses, comme celle des «bébés lotus». Cette pratique ésotérique consiste à laisser le placenta relié au nouveau-né sans couper le cordon. Placé dans une corbeille, le placenta est recouvert d'herbes et de fleurs, le temps que le cordon se détache seul. *«C'est une aberration. La circulation sanguine [dans le cordon] s'arrête quelques minutes après la naissance. Ne pas le couper, c'est prendre le risque d'une infection…»* rappelle Anne-Marie Curat. Le choc d'une affaire datant de 2008 reste vif. En Ariège, une personne avait été mise en examen pour *«exercice illégal de la profession de sage-femme»*. Elle s'était présentée comme doula aux policiers, comme sage-femme aux parents. Un bébé était mort. *«Elle a été jugée, mais elle a simplement changé de région par la suite…»* regrette Anne-Marie Curat.

> **«Les doulas répondent à une demande d'un autre type d'accompagnement et révèlent ainsi des failles dans l'offre de soins proposée actuellement.»**
> **Catherine Thomas**
> docteure en anthropologie

PRÉSENCE PRÉCIEUSE

Le métier n'est pas médical, c'est certain. Mais, à la bonne place, cette présence peut s'avérer précieuse. Jessie, 26 ans, responsable d'une parfumerie à Metz, a fait appel à Ambre. Trois semaines plus tard, après avoir constaté de graves malformations au niveau de la colonne et du cerveau, les médecins lui ont proposé une interruption médicale de grossesse à cinq mois. En février, Jessie accouchait à l'hôpital par voie basse, après une injection pour arrêter les battements de cœur du fœtus. Chef d'entreprise, le conjoint de Jessie a rapidement repris le travail. Elle s'est sentie seule. Peu avant le scellé du cercueil et la crémation, Ambre lui a offert une bougie à personnaliser. *«Lors de nos rencontres, j'ai pu lui dire que j'avais pris ma fille dans les bras lors de l'accouchement, lui montrer la boîte à souvenirs. Ces choses intimes que d'autres pourraient trouver glauques. Elle m'a même demandé son prénom, ce qui est tabou.»* Trois mois plus tard, Jessie reçoit toujours, tous les jours, un petit message de sa doula. *«Parfois, c'est juste un cœur. Parfois, un "je pense à toi". Ça me fait du bien. Il n'y a pas que nous qui pensons à Paola.»*





Présidentielle en Iran : 80 candidats et presque autant de conservateurs

Parmi les concurrents, qui devaient déposer lundi au plus tard leur candidature à l'élection anticipée du 28 juin, beaucoup sont proches du régime et tiennent une ligne dure. Un organe chargé de superviser le processus électoral doit désormais les valider d'ici le 11 juin. PHOTO AFP



Jean-Luc Mélenchon à Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), le 13 janvier. PHOTO STÉPHANE LAGOUTTE. MYOP.

«Antisémitisme résiduel» : **Mélenchon** «fait exprès de créer du doute»

Au lendemain d'une nouvelle provocation du chef de file des insoumis sur son blog, les responsables de gauche oscillent entre dénonciation frontale et volonté de ne pas «rentrer dans [son] jeu».

Par **CHARLOTTE BELAÏCH**

Sur sa route, Jean-Luc Mélenchon a perdu de nombreux compagnons, aujourd'hui pétris d'interrogations. *«Où va-t-il s'arrêter ?» «A-t-il pu à ce point changer?» «Peut-on devenir antisémite à 70 ans ?»* Le leader insoumis enchaîne les polémiques, de plus en plus vives et fréquentes. *«Contrairement à ce que dit la propagande de l'officialité, l'antisémitisme reste résiduel en France»*, a-t-il écrit dans un billet de blog publié dimanche. *«Le rayon paralysant abusif de l'accusation d'antisémitisme est désormais sans effet»*, poursuit-il. *«Pourquoi minimiser les actes antisémites quand tout indique qu'ils explosent ?»* lui a répondu le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure. Selon les chiffres du gouvernement, 366 faits antisémites ont été recensés au premier trimestre 2024, une hausse de 300 % par rapport aux trois premiers mois de l'année 2023.

«Radié». Tout à sa stratégie de la *«conflictualité»*, l'ancien candidat à la présidentielle a jalonné la campagne européenne de controverses. En meeting à Toulouse samedi, il a ainsi fait état de *«témoignages de gens radiés des listes électorales»*, injectant du doute dans le débat public sans donner plus de détails. *«Pourquoi les professions de foi n'arrivent pas dans les quartiers populaires ? Pourquoi sont-elles posées sur le bord des boîtes aux lettres quand ce n'est pas directement dans la poubelle ?»* a-t-il encore interrogé sans appuyer ses propos sur des faits. Son propos sur l'antisémitisme *«résiduel»* s'inscrit dans une nouvelle rhétorique mélenchoniste. *«L'accusation d'antisémitisme est devenue vide de sens et purement politicienne depuis qu'elle a été utilisée aussi abusivement, déjà par le Premier ministre israélien Nétanyahou et ses relais politiques en France»*, écrivait-il déjà dans un communiqué publié le 13 mai. Manière de rendre inopérante toute éventuelle critique de ses propos en accusant l'adversaire d'instrumentaliser l'antisémitisme…

L'HISTOIRE DU JOUR

L'ancien socialiste – jamais condamné en justice sur ce sujet – dénonce ainsi un *«rayon paralysant»* depuis qu'il est accusé – la première fois en 2011 – de propos a minima douteux, convoquant par exemple en 2020 le mythe du peuple déicide en affirmant que Jésus avait été mis sur une croix par *«ses propres compatriotes»* ou déclarant, deux ans plus tard, qu'Eric Zemmour *«reproduit beaucoup de scénarios culturels [du judaïsme]»* qui sont *«on ne change rien à la tradition, on ne bouge pas»*. Depuis le 7 Octobre, la pile des dossiers polémiques grossit, de son refus d'employer le terme de *«terroriste»* pour qualifier le Hamas jusqu'à ses propos sur la marche contre l'antisémitisme organisée par Yaël Braun-Pivet et Gérard Larcher, synonyme selon lui de *«soutien inconditionnel au massacre»* à Gaza. *«Il sait très bien ce qu'il fait, il fait exprès de créer du doute»*, juge un ancien proche.

Le député PS Jérôme Guedj est probablement celui qui a été visé le plus clairement. Fin avril, Jean-Luc Mélenchon a conspué celui qui a partagé sa vie politique pendant des années – Guedj a fait partie de ses très proches au PS –, l'accusant d'être ambigu sur le conflit israélo-palestinien, *«un signe dans son milieu de fanatisme»*. *«L'intéressant est de le voir s'agiter autour du piquet où le retient la laisse de ses adhésions»*, écrivait-il dans un texte publié sur un site – linsoumission.fr – lié à LFI. *«Tout pue dans les formulations. Pour la première fois dans ma vie politique, on me renvoie à mon judaïsme»*, avait réagi Guedj dans *le Monde*. Celui qui avait mis en cause *«les idiots utiles des terroristes du Hamas qui les exonèrent en relativisant au nom de l'impasse politique du conflit israélo-palestinien, de la poursuite de la colonisation, de Nétanyahou»* juste après l'attaque meurtrière du 7 Octobre, est régulièrement attaqué par les troupes insoumises. Fin avril, la députée LFI Alma Dufour lui avait ainsi reproché une *«position qu'on peut qualifier de sioniste»*, comme si la défense d'un Etat juif était douteuse si ce n'est honteuse. *«C'est grave, une telle méconnaissance»*, se désolait une élue de la galaxie insoumise. *«Oui, je suis un sioniste propalestinien, c'est-à-dire un défenseur de la solution à deux Etats»*, avait alors dû rappeler Jérôme Guedj.

«Chaos». Depuis le début de la campagne, voyant la liste de Raphaël Glucksmann faire la course en tête de la gauche, les insoumis ciblent aussi le chef de file choisi par les socialistes, en l'accusant d'ambiguïté sur Gaza, en dépit de toutes ses prises de position. Mélenchon et les siens pensent ainsi consolider leur base électorale et rendre l'union de la gauche impossible. Le leader insoumis y parvient manifestement, mais à quel prix ? *«On joue avec le feu»*, regrette un élu local proche des insoumis.

Les socialistes tentent d'éviter le face-à-face contre les insoumis mais certains déplorent un discours qui infuse dangereusement. *«Sur les marchés, on me dit que Glucksmann est un allié d'Israël»*, raconte un député. Début mai, la tête de liste, fils d'un orphelin de la Shoah, avait fait état de *«messages de haine reçus par milliers – très souvent à connotation antisémite»*, un *«climat de violence»* selon lui *«entretenu par des politiques reconvertis en ingénieurs du chaos»*.

En mars, Emma Rafowicz, présidente des Jeunes socialistes et candidate PS aux européennes, avait aussi dénoncé dans *Libé* des attaques et menaces en raison de ses origines juives et de l'engagement de son oncle, porte-parole de Tsahal, émanant selon elle en partie de sympathisants insoumis. Et ce, alors qu'elle condamnait le massacre à Gaza, tout en appelant à la libération des otages israélien, et prônait la solution à deux Etats. *«Pourquoi Glucksmann est-il visé alors qu'il appelle au cessez-le-feu ?»* interroge un proche qui juge que l'écosystème insoumis *«essentialise»* et prévient : *«Raphaël refuse d'être assigné, il ne rentrera pas dans ce jeu-là.»*





Alexander Zverev jugé pour violences conjugales, un tabou en plein Roland-Garros Parmi les favoris au sacre Porte d'Auteuil cette année, le numéro 4 allemand est en même temps jugé pour des faits de violences conjugales sur son ex-compagne. Un procès à l'écho peu retentissant à Roland, où subsiste un quasi-silence tenace. PHOTO REUTERS

«Je partage cette colère de voir le Premier ministre, le président de la République, s'essuyer les pieds sur Valérie Hayer.»


AP

MARIE TOUSSAINT
Tête de liste des écologistes, sur France Info lundi

Comme si on ne le voyait pas assez. Gabriel Attal s'est invité lundi dans l'auditorium de Radio France où débattaient des têtes de liste aux européennes, dont celle du camp présidentiel, Valérie Hayer. Une initiative pour le moins encombrante et critiquée par les oppositions qui dénoncent une attitude machiste. *«Bonjour, je suis désolé, je fais irruption sur la scène,* s'est excusé le Premier ministre, qui venait d'une interview sur France Info dans le même bâtiment. *«On m'a dit qu'il y avait beaucoup de jeunes»* et *«c'était très important pour moi de venir vous dire un petit mot, de venir encourager Valérie»,* a-t-il expliqué alors que la liste de la majorité est distancée dans les sondages par celle de l'extrême droite. Attal a d'abord fait une allusion au 80e anniversaire du Débarquement, puis s'est lancé sur le climat avant qu'une journaliste l'interrompe: *«Il ne reste plus beaucoup de temps à Valérie Hayer du coup.» «Ben voilà, c'était un petit message très court. Mais vous savez, on porte des messages en commun»,* enchaîne Attal avec un geste de soutien à l'épaule de la candidate Renaissance. *«Vous êtes inquiets monsieur Attal? C'est pour ça que vous ne la lâchez pas [Hayer]?»* demande la journaliste. Réponse: *«Je suis inquiet pour l'Europe. Il y a un risque que [l'extrême droite] dispose d'un groupe capable de bloquer le Parlement européen.»*
«Est-ce trop demander que d'arrêter d'invisibiliser les femmes?» a demandé sur X la patronne des Ecologistes, Marine Tondelier. La candidate de LFI, Manon Aubry, a associé cette intervention au *«mansplaining».* Même la tête de liste LR, François-Xavier Bellamy, a donné de la voix: *«Des gens manifestement autour d'elle ont l'impression qu'ils font mieux campagne qu'elle. […] Il y a un côté un peu macho dans cette affaire.»*

Avril et l'Etat au secours de Metex

VU D'AMIENS

Amiens, une fois encore épicentre des inquiétudes sur la désindustrialisation. Comme ils l'avaient fait devant d'autres usines picardes en péril, Goodyear en 2013 puis Whirlpool en 2017, les politiques en campagne –Manon Aubry pour LFI, Raphaël Glucksmann pour les socialistes, Marie Toussaint pour les écolos et Léon Deffontaines pour les communistes– auront tous défilé ces dernières semaines devant l'usine Metex, en redressement judiciaire depuis mars. La pression a payé: Metex sera probablement sauvé par le groupe agroalimentaire Avril, dont le dirigeant n'est autre qu'Arnaud Rousseau, patron de la FNSEA, avec un appui majeur de l'Etat puisqu'un fonds de la banque publique Bpifrance prendra près de la moitié du capital. Metex (Metabolic Explorer) est un leader de la fermentation industrielle du sucre qui produit de la lysine, acide aminé utilisé dans la nutrition animale, la cosmétique et la pharmacie. Ses concurrents chinois ayant inondé le marché de l'UE, l'usine d'Amiens, la seule en Europe, était menacée de fermeture, laissant ses 280 salariés sans emploi. Le 23 mai, Metex a obtenu l'ouverture par la Commission européenne d'une procédure antidumping contre les importations de lysine chinoise. La décision n'est pas attendue avant des mois, mais la réponse de Bruxelles traduit, selon l'industriel, *«une volonté manifeste de rétablir une concurrence loyale sur des acides aminés, essentiels à la souveraineté alimentaire européenne».*
Tout indique que, cette fois, l'histoire pourrait bien se terminer. Sourires, embrassades, pas de danse sur le parking: plusieurs dizaines de salariés ont fêté leur *«victoire».* L'offre de reprise déposée in extremis lundi par le géant Avril, leader des huiles et protéines végétales (marques Lesieur et Puget), portera aussi sur un centre de recherche dans le Puy-de-Dôme. Soit au total 304 emplois. L'Etat contribue à l'offre via le fonds SPI, géré par Bpifrance, pour 45%, précise le cabinet de Xavier Bertrand, président des Hauts-de-France, qui, avec Amiens Métropole, apporte un soutien à l'investisseur.
L'affaire est donc mieux engagée qu'elle ne l'était pour l'usine Whirlpool, fermée pour cause de délocalisation de la production de sèche-linges. François Ruffin, député de la circonscription, veut bien reconnaître que les discours ont changé et que le gouvernement s'est donné les moyens de sauver cette industrie. Omniprésent sur le site –il y a fait une douzaine de visites en un an– il a fêté l'événement avec les salariés. Sans crier victoire: *«On a construit une solution avec des mesures d'exception. Mais la macronie n'est toujours pas prête à envisager un changement des règles du jeu. Il faut en finir avec le libre-échange. Ce qu'il faut, c'est du protectionnisme.»*
Si Metex a fait l'objet d'une attention si particulière, c'est que sa production relève, bien plus que celle des sèche-linges, de la souveraineté industrielle et alimentaire. Elle a développé plus de 450 brevets autour des biotechnologies. *«Pendant le Covid, on était considérés comme une industrie stratégique, on travaillait alors que tout le monde était confiné»,* rappelle Samir Benyahya, délégué CFDT. Le groupe fait valoir que l'incorporation de lysine dans l'alimentation du bétail, qui renforce la croissance musculaire des animaux d'élevage, réduit le recours au soja importé, au profit de protéines végétales locales. Et, selon les syndicats, la lysine de Picardie émettrait cinq fois moins de carbone que la lysine chinoise. Ce qui fait dire à Ruffin que la victoire des salariés est aussi celle de la planète.
Il aura suffi d'une explosion conjoncturelle du coût d'une matière première pour mettre en péril cette production. Tandis que le prix du sucre (qui entre pour moitié dans le coût de fabrication de la lysine) doublait sur fond de guerre en Ukraine, la Chine écoulait ses énormes surplus, au point que 85% du marché de la lysine était couvert par la production chinoise. Au début de l'année, Ruffin interrogeait le ministre délégué à l'Industrie, Roland Lescure: *«Vous avez une responsabilité: la lysine est-elle une molécule importante ou non? Pouvons-nous devenir 100% dépendants des importations chinoises?»* Lescure s'était rapidement engagé sur l'avenir de ce site *«extrêmement productif et innovant».* Il a même promis de sécuriser un prix du sucre compétitif. Un arrangement avec Tereos, principal fournisseur de Metex, aurait été trouvé.

ALAIN AUFFRAY

Derrière les cercueils de la tour Eiffel et l'affaire des mains rouges, des soupçons d'ingérence

Trois hommes soupçonnés d'avoir déposé cinq cercueils au pied de la tour Eiffel samedi ont été présentés lundi à un juge d'instruction en vue de leur mise en examen. Ces cercueils étaient recouverts de drapeaux français, portaient la mention *«soldats français de l'Ukraine»,* et contenaient du plâtre. Les investigations ont été confiées à la sûreté territoriale de Paris et une enquête est *«en cours pour déterminer une éventuelle ingérence étrangère».*

Les suspects. Les trois suspects sont nés en Bulgarie, en Allemagne et en Ukraine. La garde à vue a commencé samedi pour *«violence psychologique avec préméditation»,* selon RTL. Le premier, qui serait le chauffeur de la camionnette utilisée pour transporter les cercueils, a été interpellé *«aux abords»* de la tour Eiffel. Il serait arrivé de Bulgarie la nuit précédente et a déclaré aux policiers qu'il avait *«été payé 40 euros pour déposer les individus et la cargaison».* Les deux autres suspects ont été interpellés alors qu'ils s'apprêtaient à prendre un bus pour Berlin.

Les précédents. La méthode n'est pas sans rappeler deux récentes affaires sur lesquelles pèsent les mêmes soupçons de manipulation étrangère. Selon les informations du *Parisien,* le nom d'un des trois suspects serait lié à l'affaire des tags antisémites représentant des mains rouges découverts mi-mai sur le mur des Justes du mémorial de la Shoah, dans le centre de Paris. Une information confirmée par la suite par l'AFP.
Selon *le Monde,* les trois hommes qui ont déposé les cercueils *«étaient en lien avec un homme suspecté d'avoir fait partie du groupe qui avait tagué, à la mi-mai, des pochoirs représentant des mains rouges à Paris, selon une note de la direction de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne».*
Dans cette affaire, les enquêteurs soupçonnent Moscou d'avoir commandité les actes de vandalisme. Trois Bulgares, logés dans un hôtel du XXe arrondissement de Paris, auraient quitté la capitale à bord d'un Flixbus à destination de Bruxelles juste après la profanation du mur des Justes. Une information judiciaire a été ouverte par la procureure de Paris, Laure Beccuau, le 27 mai. En octobre, le renseignement intérieur français voyait déjà l'œuvre de la Russie derrière les tags d'étoiles de David bleues. *(avec AFP)*

La Niña

El Niño, ce phénomène météorologique naturel – qui se traduit par une hausse des températures mondiales et qui s'est ajouté au réchauffement pour faire de 2023 l'année la plus chaude jamais mesurée – est sur le départ. Il s'apprête à être remplacé par La Niña, cycle opposé synonyme de températures mondiales plus fraîches, a ainsi annoncé lundi l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Selon cette institution dépendante de l'ONU, il y a 60% de chances que La Niña apparaisse entre juillet et septembre et 70% entre août et novembre. Sur la période en amont, l'OMM estime qu'il y a autant de chances que les conditions soient neutres (ni Niño ni Niña) ou que l'on assiste à une transition lente vers La Niña.

Derrière le transfert de Mbappé, la Real politique

DÉCRYPTAGE

L'attaquant va bel et bien quitter le PSG pour jouer avec le club madrilène, vainqueur de la Ligue des champions ce week-end. Une signature annoncée lundi et attendue depuis des mois, voire des années.

Par
GRÉGORY SCHNEIDER




Mbappé et Nasser Al-Khelaïfi le 23 mai 2022 au Parc de princes.



Ainsi, il aura fallu attendre le 3 juin 2024 à 19 h 27 pour que le Real Madrid annonce via un communiqué publié sur son site quelque chose qui, dès 2017 et les premières approches de la Maison blanche, paraissait inéluctable: l'arrivée du désormais capitaine des Bleus, Kylian Mbappé, en son sein. Deux jours après la quinzième Ligue des champions remportée à Wembley: le présent et le futur roulés dans la même crêpe, le terrain et le marché des transferts dominés de concert. Concrètement, Mbappé s'est engagé pour cinq saisons, la troisième étape (après Monaco et le Paris-SG) d'un plan dessiné par lui de longue date. Mbappé avait déjà été très proche de rejoindre Madrid en 2022, «retourné» *in extremis* par Doha. Lundi, c'est un peu comme si l'histoire du joueur avait repris son cours naturel.

Pourquoi l'arrivée au Real n'est-elle officialisée que début juin ?

En raison de la préséance due au club le plus titré de la planète, c'est à la direction madrilène de décider du timing de l'annonce et il était hors de question de parasiter la communication du club avant la finale de Ligue des champions remportée (2-0) samedi à Londres devant le Borussia Dortmund. Une manière de respect envers les joueurs qui sont allés chercher le quinzième titre. Sans même parler des calages contractuels (prime à la signature, droits d'image…), le long parcours du Paris-SG en Ligue des champions (demi-finale, sorti par Dortmund) interdisait de fait l'officialisation de son arrivée en Espagne tant que le Real était lui aussi dans la compétition: l'entourage du joueur se méfiait comme de la peste du climat entourant un éventuel affrontement entre les deux clubs, une performance au-dessous des standards du capitaine des Bleus face à son futur club ouvrant inévitablement les procès d'intentions et les polémiques. Mbappé sait dans quel monde il vit.

Plus généralement, la mithridatisation aura gouverné la stratégie du joueur cette saison, la décision de quitter le Paris-SG ayant été prise dès l'été 2022, quelques mois – pour ne pas dire quelques semaines – après avoir pourtant prolongé son bail dans la capitale française jusqu'en 2024. Son départ étant de fait une affaire d'Etat, évoquée fin février à l'Elysée par Emmanuel Macron et l'émir Tamim Al-Thani et d'autant plus difficile à négocier que le Paris-SG est un club que l'on ne quitte pas contre l'avis des propriétaires qataris sans y laisser des plumes (le milieu tricolore Adrien Rabiot avait été écarté pendant huit mois), l'idée était de faire infuser l'idée d'un départ en procédant mètre par mètre: une interview vaguement rétrospective par-ci, l'annonce officieuse à ses dirigeants par là. Ces dernières semaines, le soulagement d'avoir enfin bouclé la séquence sans (trop de) casse était considérable dans son camp.

Qui, du Real Madrid ou du joueur, a le plus besoin de l'autre ?

Quand il avait expliqué sa prolongation au Paris-SG en 2022, Mbappé avait expédié les conditions salariales somptuaires qui lui avaient été faites (*«on n'en a même pas discuté cinq minutes»*, en moyenne 210 millions d'euros par an primes comprises, 72 millions sans prime, quand même selon *le Parisien*) pour s'en tenir au sportif: son idée était de gagner à la française, avec un club et des joueurs français, c'est-à-dire un vestiaire délesté d'une communauté sud-américaine avec laquelle il aura mal vécu. Il s'agissait aussi surtout de gagner à la Mbappé, au sein d'un projet dédié et en partie inspiré, pour ne pas dire dessiné par lui.

Il aura échoué, le club n'a pas tenu les deals passés non plus (Neymar est resté un an, l'attaquant polonais Robert Lewandowski n'est jamais venu) et le capitaine des Bleus a éprouvé les limites de son pouvoir. Partant, à 25 ans, il fait comme tout le monde: rallier un club qui gagne depuis la nuit des temps, manière quand même de dire qu'il monte dans le bon wagon. Dimanche, au cœur des festivités consécutives au succès de Wembley, le président madrilène Florentino Pérez a cependant lâché une phrase qui pèse lourd: *«Le club est déjà en train de travailler pour gagner une seizième Ligue des champions.»*

Tous les Français qui sont passés par la Maison blanche, de Zinédine Zidane (comme joueur puis coach) jusqu'à Karim Benzema en passant par Claude Makélélé ou Raphaël Varane, racontent la même histoire, ingrate et épuisante vécue de l'intérieur: quarante-huit heures après un titre, celui-ci est déjà oublié, nié, rejeté dans les limbes. C'est toujours le coup d'après qui compte. Et le Real l'a toujours nourri avec des joueurs d'exception, qu'il a certes eu le talent de faire grandir encore, les poussant parfois jusqu'au ballon d'or. Les médias espagnols parlent pour Mbappé d'un salaire tournant autour de 50 millions d'euros annuels primes comprises, tous les records du club explosés: ces sommes-là racontent une nécessité. Pas une main tendue. Le terrain (ceux qui jouent et gagnent) donne la note.

Mbappé peut-il ne pas trouver sa place dans la cosmologie madrilène ?

Il évolue sur le flanc gauche de l'attaque madrilène, ravage tout ce qui se présente à lui sur le front de la Ligue des champions depuis trois saisons et apparaît lancé pleine balle vers la conquête du ballon d'or 2024 : le natif de São Gonçalo (dans l'Etat de Rio de Janeiro, au Brésil) Vinicius José Paixão de Oliveira Junior, dit Vinicius, est sans doute aujourd'hui à 23 ans le meilleur joueur de la planète. Mbappé n'arrive pas exactement dans un désert. Mais dans un vestiaire bourré à ras de joueurs prodigieux, tous moteurs dans leur sélection. Et dont l'entraîneur Carlo Ancelotti loue en continu la capacité à mettre leur ego de côté (entendre: se contenter d'un temps de jeu parfois réduit) pour servir la cause, le coach italien y voyant samedi l'alpha et l'oméga des titres qui sont tombés dans l'escarcelle madrilène cette saison.

La question de la compatibilité technique ne méritant même pas d'être posée (on est entre polytechniciens du jeu, ceux-là savent tout faire), ne reste que celle de l'état d'esprit. Et d'une forme de lâcher prise chez un Mbappé instinctivement tourné vers le pouvoir et le contrôle, que l'on a quand même vu exhorter ses coé-



PHOTO FRANCK FIFE. AFP

quipiers à se coucher tôt et manger sainement au micro de Canal+ après un match de Ligue 1. Dans l'entourage du joueur, on raconte cependant une dernière saison parisienne anxieuse et fragile, où la perspective de ne pas disputer le moindre match fut bien réelle cet été. On parle aussi d'un jeune joueur, moins sûr de lui quand il s'écarte de son domaine d'élection (le terrain), parfois rattrapé par une réalité difficile à maîtriser faute de modèle (il est seul sur sa planète) et une exposition médiatique maximum, ce que son aisance à l'oral et son indépendance d'esprit font souvent oublier. A Madrid, Mbappé pourrait retrouver plus que l'idée qu'il se fait de lui-même, le meilleur joueur du monde dans le plus grand club du monde: une manière de paix de l'esprit, le grand air après les billards à huit bandes et les manipulations qui ont marqué ses années parisiennes. Après, il en fera ce qu'il voudra.

Paris et Mbappé, est-ce vraiment fini ?

Deux fronts subsistent. L'argent: pour prix de son retour sur les terrains après sa mise à l'écart estival, le joueur a fait une croix sur les deux tranches de 40 millions d'euros contractualisées seize mois plus tôt au titre de «primes de fidélité». Or, les dirigeants parisiens aimeraient désormais aller au-delà, arguant de l'absence de transfert lié au départ du joueur (qui part au bout de son contrat, donc pour zéro) et d'une promesse de prolongation que le camp du joueur nie farouchement. Absents lors des adieux de Mbappé au club sur la vidéo postée sur les réseaux le 10 mai, le cheikh Al-Thani et le président du Paris-SG, Nasser al-Khelaïfi, sont réapparus dans les remerciements du joueur trois jours plus tard, lors de la remise des trophées de l'Union nationale des footballeurs professionnels. Un geste de bonne volonté du capitaine des Bleus comme une bouteille à la mer. Deuxième ligne de friction: le documentaire que le joueur tourne depuis le début de la saison 2023-2024 avec sa propre boîte de production. Si l'attaquant s'y livre vraiment, notamment sur ses relations avec un Al-Khelaïfi auquel il n'a pas adressé la parole pendant des mois, le film – plus vraisemblablement une série – peut faire du bruit. Certes, la vie est longue et le Qatar est partout dans le football, ce qui pourrait inciter Mbappé à la prudence, mais il ne peut pas non plus se coucher alors que certains éléments ont fuité, notamment sur le rôle protecteur qu'aurait eu son entraîneur Luis Enrique pour lui épargner les foudres de Doha et soigner sa sortie parisienne. Pas sans risque. Mais là encore, il a la main.

THIERRY HENRI ET SON 11 OLYMPIQUE

«On est toujours dans l'espoir.» Invité lundi à s'exprimer sur la présence ou non de Mbappé aux JO, hautement improbable depuis que le Real Madrid a indiqué qu'il ne comptait pas libérer ses joueurs étrangers pour une compétition dont les dates (et la mise à disposition des joueurs par les clubs) n'ont pas été sanctuarisées par la Fifa, le sélectionneur des Espoirs, Thierry Henry, ne s'est pas non plus bercé d'illusions. Le nom du capitaine des Bleus n'apparaît pas dans la pré-liste de 26 noms qu'il a communiqué, une liste *«dans la vérité du moment»* susceptible de bouger, a-t-il précisé. Une façon de dire qu'il rame, entre râteaux à répétition à chaque fois qu'il appelle un club pour lui demander de lui laisser un joueur pendant les Jeux (*«la dernière fois que j'ai eu autant de rejets, j'étais au collège»*) et positivisme forcé.

Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr / 01 87 39 82 95 / 01 87 39 82 89

Disquaire achète au meilleur Prix

DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD
TOUS STYLES TOUTES QUANTITES
Jazz - Pop - Rock - Musique Classique - Métal - Punk - Soul - Funk - House - World - (Afrique, Antilles, Maghreb) - Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections

Contactez-nous 07 69 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO
Platines - Hi-Fi - Amplis - Cellules - DJ - Jeux Vidéos - Consoles
Déplacement en France
avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH

ANTIQUITÉS STEVE



128, rue La Boétie 75008
01 84 60 56 54 ou 07 85 56 51 90

MAD SPORTS BAR



TOUS LES SPORTS, TOUS LES JOURS
SPORTS - BURGERS - BIÈRES - FUN MUSIC
7j/7 de 17h à 2h et jusque 5h les jeudi, vendredi et samedi
Be Mad, Be Sports !
www.madsportsbar.fr/
11 rue de Lappe Paris 11e - Mo Bastille

Immobilier

immo-libe@teamedia.fr
01 87 39 80 20

Achat

DIVERS

Université américaine (EDUCO) cherche familles Paris (1er au 20ème arrdt)
pour hébergement rémunéré d'étudiants (990€/mois)
chambres individuelles
petit déjeuner tous les jours
3 repas par semaine
Durée du séjour : septembre à décembre et/ou janvier à fin mai
Tél : 09.77.35.00.58

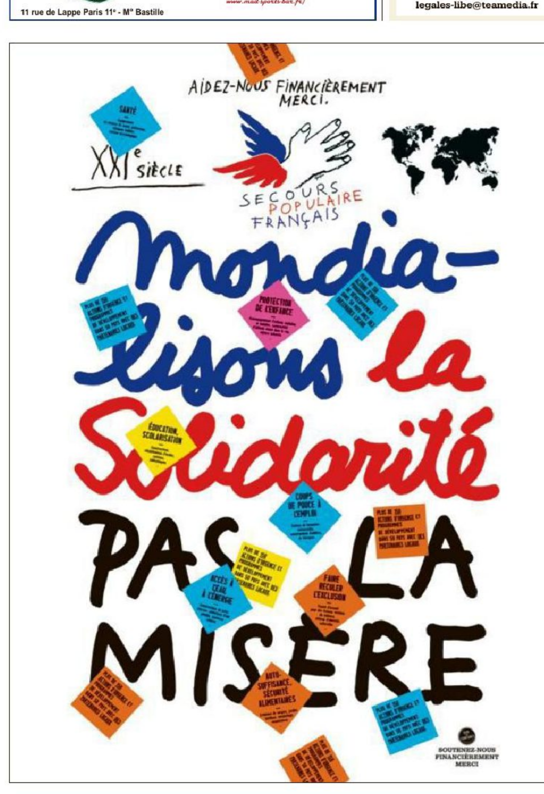
Votre journal



est habilité pour toutes **VOS ANNONCES LÉGALES** sur les départements



de 9h à 18h au 01 87 39 84 00
ou par mail
legales-libe@teamedia.fr





A découper et renvoyer sous enveloppe affranchie à Libération, Service abonnement Libération, 45 Avenue du Général Leclerc, 60643 CHANTILLY CEDEX. Offre réservée aux particuliers.

LIB23

Oui, je m'abonne à l'offre intégrale Libération.

Mon abonnement intégral comprend la livraison chaque jour de Libération et chaque samedi de Libération week-end par portage(1) + l'accès au site et à l'application Libération sans publicité + des newsletters exclusives.

Nom ______________________

Prénom ______________________

N° ______ Rue ______________________

____

Code postal |_|_|_|_|_| Ville ______________________

Numéro de téléphone |_|_| |_|_| |_|_| |_|_| |_|_|

E-mail ____________ @ ____________

(obligatoire pour profiter des services numériques et accéder à votre espace personnel sur liberation.fr)

☐ **Règlement par carte bancaire.** Je serai prélevé de **34,90€ par mois** (au lieu de 68€, prix au numéro). Je ne m'engage sur aucune durée, je peux stopper mon service à tout moment.

Carte bancaire N° |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_|

Expire le |_|_| mois |_|_| année

Signature obligatoire :

☐ **Règlement par chèque.** Je paie en une seule fois par **chèque de 384€** pour un an d'abonnement (au lieu de 832€, prix au numéro).

(1) Cette offre est valable jusqu'au 31/12/2024 en France métropolitaine. La livraison est assurée par un porteur avant 8h dans plus de 500 villes, les autres communes sont livrées par voie postale. Conformément à l'article L221-18 du Code de la consommation, vous bénéficiez d'un délai de rétractation de 14 jours après installation de votre abonnement. Pour faire jouer ce droit, vous pouvez contacter le service client en écrivant à abonnements@liberation.fr Les informations recueillies lors de votre inscription sont destinées à Libération pour les finalités suivantes (i) inscription au site www.liberation.fr, et le cas échéant : (ii) gestion de votre abonnement, (iii) inscription aux newsletters de Libération, (iv) inscription aux communications de nos partenaires. En acceptant les conditions générales d'utilisation de Libération, vous autorisez Libération à vous envoyer par email des offres et informations promotionnelles en lien avec votre compte. Vous pourrez vous y opposer à tout moment par un lien de désinscription situé en bas de chaque email. Egalement, conformément à la réglementation en vigueur, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition au traitement des données vous concernant. Pour exercer vos droits, connectez-vous à votre compte abonné ou contactez Libération à l'adresse suivante : Libération - Service Client - 113, avenue de Choisy, 75013 Paris, en justifiant de votre identité. Pour toute information complémentaire, consultez notre Politique des Données Personnelles.

À LA TÉLÉ CE SOIR

TF1
21h10. Koh-Lanta. Télé-réalité. Les chasseurs d'immunité - La finale. **23h40. Camille & images.** Divertissement. Présenté par Camille Combal.

FRANCE 2
20h40. L'Evénement - Le grand débat des Européennes. Magazine. Présenté par Caroline Roux. **23h00. Laissez-vous guider.** Magazine. Ce Paris fou qui a failli exister.

FRANCE 3
21h10. La doc et le véto. Série. En chiens de faïence. Avec Michel Cymes, Dounia Coesens. **22h50. La France en beau.** Documentaire.

CANAL+
21h10. Second tour. Comédie dramatique. Avec Cécile de France, Albert Dupontel. **22h45. L'abbé Pierre - Une vie de combats.** Film.

ARTE
20h55. Tax Wars. Documentaire. **22h35. Panique en mer Baltique.** Documentaire.

M6
21h10. Cauchemar en cuisine. Magazine. Tonnay-Charente. **23h00. Cauchemar en cuisine.** Magazine. Ouistreham. Présenté par Philippe Etchebest.

FRANCE 4
21h10. Requiem de Mozart - Palau de la musica Catalna. Concert. **22h30. Les clefs de l'orchestre de Jean-François Zygel.** Concert.

FRANCE 5
21h05. Enquête de santé. Documentaire. Infirmières, soigner à tout prix ?. **22h50. C ce soir.** Magazine. Présenté par Karim Rissouli.

PARIS PREMIÈRE
21h00. Stalingrad. Film de guerre. Avec Jude Law, Joseph Fiennes. **23h15. Stalingrad.** Documentaire.

TMC
21h25. Pablo Mira dit des choses contre de l'argent. Spectacle. **23h15. 90' Enquêtes.** Magazine.

W9
20h50. Football (f) : France / Angleterre. Sport. Qualifications Euro féminin 2025. **22h50. Kaamelott.** Série.

NRJ12
21h10. Le labyrinthe : la terre brûlée. Aventures. Avec Dylan O'Brien, Kaya Scodelario. **23h40. Le labyrinthe.**

C8
21h20. Problemos. Comédie. Avec Éric Judor, Blanche Gardin. **22h50. Highlander.** Film.

TFX
21h05. Limitless. Thriller. Avec Bradley Cooper. **23h05. Chroniques criminelles.** Magazine.

CSTAR
21h10. Le meilleur forgeron. Divertissement. Le sabre d'abordage de Barbe Noire. L'arbalète d'acier. **22h45. Le meilleur forgeron.**

TF1 SÉRIES FILMS
21h00. Camping Paradis. Série. Noces de toile. **23h00. Camping Paradis.**

6TER
21h10. NCIS. Série. Jeu d'enfant. Caïn et Abel. **22h50. NCIS.** Série.

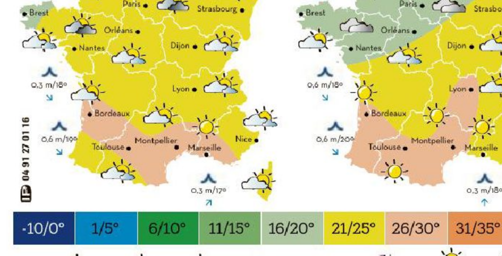
CHÉRIE 25
21h05. Snapped : les femmes tueuses. Magazine. William Dennis. Sahara Fakhir. **22h55. Snapped : les femmes tueuses.** Magazine.

RMC STORY
21h10. Alien Theory. Documentaire. Le mystère de la civilisation perdue. Les visionnaires. **23h00. Alien Theory.**

LCP
20h05. Débatdoc. Documentaire. Rwanda, à la poursuite des génocidaires. **21h00. Discussion du projet de loi relatif à l'accompagnement des malades et de la fin de vie.**

MARDI 4
Les nuages sont nombreux au nord de la Loire et les brumes sont fréquentes sur les régions centrales alors que le soleil brille au sud et dans l'ouest.
L'APRÈS-MIDI Au nord de la Loire, les nuages dominent avec quelques gouttes près de la Belgique. Partout ailleurs, il fait assez beau, ensoleillé près de la Méditerranée.

MERCREDI 5
Beau temps calme et de saison avec du soleil et quelques passages nuageux, plus menaçants au nord de la Seine et en Alsace. Il fait chaud dans le sud.
L'APRÈS-MIDI Beau temps calme et de saison avec du soleil et quelques passages nuageux, plus menaçants au nord de la Seine et en Alsace. Il fait chaud dans le sud.



-10/0° | 1/5° | 6/10° | 11/15° | 16/20° | 21/25° | 26/30° | 31/35° | 36/40°

Soleil | Éclaircies | Nuageux | Pluie | Couvert | Orage | Pluie/neige | Neige

Agitée | Peu agitée | Calme — Fort | Modéré | Faible

FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	12	21	Lyon	14	22	Alger	16	23
Caen	11	21	Bordeaux	11	26	Berlin	12	20
Brest	12	16	Toulouse	12	26	Bruxelles	12	21
Nantes	12	21	Montpellier	13	26	Jérusalem	22	33
Paris	12	21	Marseille	14	26	Londres	13	20
Strasbourg	10	22	Nice	16	21	Madrid	16	31
Dijon	9	21	Ajaccio	14	23	New York	16	24

Libération

www.liberation.fr
113, avenue de Choisy, 75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@liberation.fr

Edité par la SARL Libération
SARL au capital de 23 243 662 €
113, avenue de Choisy, 75013 Paris
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants
Dov Alfon, Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication
Dov Alfon

Directeur de la rédaction
Dov Alfon

Directeur délégué de la rédaction
Paul Quinio

Directrices adjointes de la rédaction
Stéphanie Aubert, Lauren Provost, Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Becquembois (spéciaux), Frédéric Béziaud (prépresse), Laure Bretton (JO), Gilles Dhers (pilotes web), Christian Losson (enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemagna (France), Anne-Laure Barret (environnement), Lionel Charrier (photo), Cécile Daumas (L), Sonia Delesalle-Stolper (monde), Fabrice Drouzy (suppléments), Yoann Duval (forums), Matthieu Ecoiffier (idées), Quentin Girard (modes de vie), Cédric Mathiot (checknews), Camélia Paugam (actu), Didier Péron (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.liberation.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 1 an France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
Libé plus
113, avenue de Choisy, 75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES & CARNET
10, bd de Grenelle 75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues), POP (La Courneuve), Nancy Print (Jarville), CILA (Héric)
Imprimé en France





Membre de l'ACPM.
CPPAP : 1125 C 80064.
ISSN 0335-1793.
Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées : 100 % Papier détenteur de l'Eco-label européen N° FI/37/01

Indicateur d'eutrophisation : PTot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents. Pour joindre un journaliste par mail : initiale du prénom.nom@liberation.fr

SUDOKU 5302 MOYEN

		1			2		7	
2					8			
		8		1		2		4
6	5		7	4	1	3		
		3	2		5	7	4	
			8	6	3	1	2	5
7		5		2	4	6		
			3					7
	4	6	1			8		

SUDOKU 5302 DIFFICILE

	5	8			2			
9				8				1
		7	5					9
	2		3	4		7		
		3	6	2	5	9		
		4			9			
8					1	5		
2				9				3
			8			2	6	4



Solutions des grilles précédentes

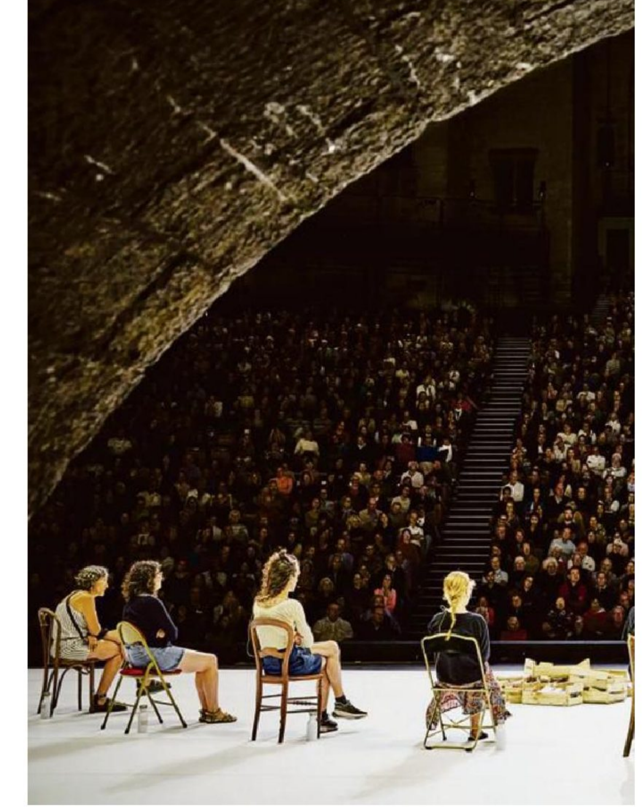
MOYEN

6	4	7	1	5	8	9	2	3
8	1	2	9	3	7	4	5	6
5	9	3	2	4	6	7	8	1
3	2	1	5	6	9	8	4	7
4	8	5	3	7	1	2	6	9
7	6	9	8	2	4	1	3	5
9	3	6	4	1	2	5	7	8
1	5	4	7	8	3	6	9	2
2	7	8	6	9	5	3	1	4

5	3	4	7	6	8	9	1	2
9	6	1	2	3	4	5	7	8
2	7	8	5	9	1	4	3	6
3	5	9	4	8	2	1	6	7
4	8	2	6	1	7	3	9	5
7	1	6	9	5	3	8	2	4
6	2	3	8	4	9	7	5	1
8	9	7	1	2	5	6	4	3
1	4	5	3	7	6	2	8	9

DIFFICILE





Exclure la culture du débat politique est une trahison

Partout en Europe, la plupart des candidats aux élections européennes font preuve de mutisme à l'égard de la culture et des arts. Une indifférence qui équivaut à faire l'impasse sur un pan essentiel de la démocratie.

Nous sommes deux artistes européens dont le travail circule à travers tout le continent. Récemment, nous avons tous deux quitté nos pays d'origine pour prendre la direction d'importantes institutions culturelles dans un autre pays d'Europe. Nous sommes convaincus que notre parcours est le fruit d'une Europe attachée à la libre circulation des idées et des personnes. Nous sommes conscients que ce qui nous a été rendu possible était hors de portée de nos aînés, eux, qui ont connu l'émigration et l'exil au cours du XXe siècle. Nous croyons qu'une Europe plaçant la diversité culturelle au cœur de la citoyenneté dispose de meilleurs outils pour envisager l'avenir.
Pour toutes ces raisons et bien d'autres encore, nous exprimons notre profonde perplexité face au silence des candidats aux élections européennes en matière de culture dans leurs discours politiques.
A travers tout le continent, de tous bords politiques et pays confondus, la plupart des candidats font preuve d'un mutisme consternant à l'égard de la culture et des arts. Cette omission méconnaît la contribution fondamentale de la vie culturelle et de la création artistique au projet européen. Mais c'est aussi une grave erreur politique. Dans un contexte où la guerre réapparaît sur le continent et où le totalitarisme criminel de Poutine se pose en adversaire du projet européen, les campagnes électorales se focalisent sur la sécurité et les stratégies militaires, en oubliant totalement la défense de nos valeurs. Ignorer les arts et la culture équivaut à faire l'impasse sur un pan essentiel de la démocratie européenne et à négliger un outil fondamental de la liberté de pensée et d'expression. On raconte que, pour répondre à un journaliste qui voulait savoir pourquoi l'effort de guerre entraînait des coupes dans tous les secteurs du service public, à l'exception de la culture, Churchill aurait demandé: «Si nous coupons le budget de la culture, alors pourquoi ferions-nous la guerre?». En réalité, il n'a jamais tenu ces propos. Et pourtant cette citation fictionnelle affirme ce qui devrait animer un véritable projet politique européen.

Nous croyons qu'une Europe plaçant la diversité culturelle au cœur de la citoyenneté dispose de meilleurs outils pour envisager l'avenir.

LES CORPS ET LES IDÉES

A l'heure où les démagogues populistes et nationalistes veulent ériger des murs pour empêcher tout projet d'une Europe pacifique fondée sur la libre circulation et l'hospitalité, faire l'impasse sur la culture et les arts revient à négliger des siècles de diversité culturelle. Rester curieux de l'autre, confronter diverses visions du monde, faire se rencontrer des corps différents, brasser nos idées dans la confusion féconde de la traduction: voilà des caractéristiques essentielles du passé, du présent et de toute perspective d'avenir de l'Europe.
Dans le contexte d'une société de plus en plus polarisée, en proie au racisme, à l'antisémitisme ou à l'islamophobie, exclure la culture et les arts du débat politique est une trahison de l'immense contribution à la cohésion sociale et à la diversité que les théâtres, les bibliothèques, les musées, les monuments et les festivals ont apportée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. C'est aussi gaspiller des décennies de décentralisation et de démocratisation culturelle, plus que jamais indispensables pour que les populations européennes prétendent à une pleine citoyenneté. Ce silence assourdissant des candidats aux élections européennes est un pas de plus vers la destruction du service public culturel, lequel n'est même pas garanti dans nombre d'Etats membres de l'Union européenne.
Les candidats démocrates de ces élections ont peut-être estimé que l'utilisation des mots «culture» ou «arts» pouvait heurter un certain électorat, séduit par les mensonges des populistes antidémocratiques qui opposent la culture populaire à une culture prétendument élitiste. Ce silence est peut-être une stratégie électorale. Si c'est le cas, c'est une grossière erreur; une censure préalable qui cède du terrain dans un débat d'idées qui ne fait que commencer. Souvenons-nous de la journaliste et féministe Louise Weiss, qui a présidé le Parlement européen pendant un seul jour, celui de sa création. Le 17 juillet 1979, elle a déclaré: *«Sauvegardons ensemble notre bien le plus précieux – à savoir notre culture et notre fraternité en cette culture.»* Cet appel résume à lui seul que le projet européen d'une paix durable, bien qu'il se fonde sur des échanges commerciaux et sur les territoires, ne survivra pas sans la diversité culturelle et sans un engagement en faveur des sociétés créatives.

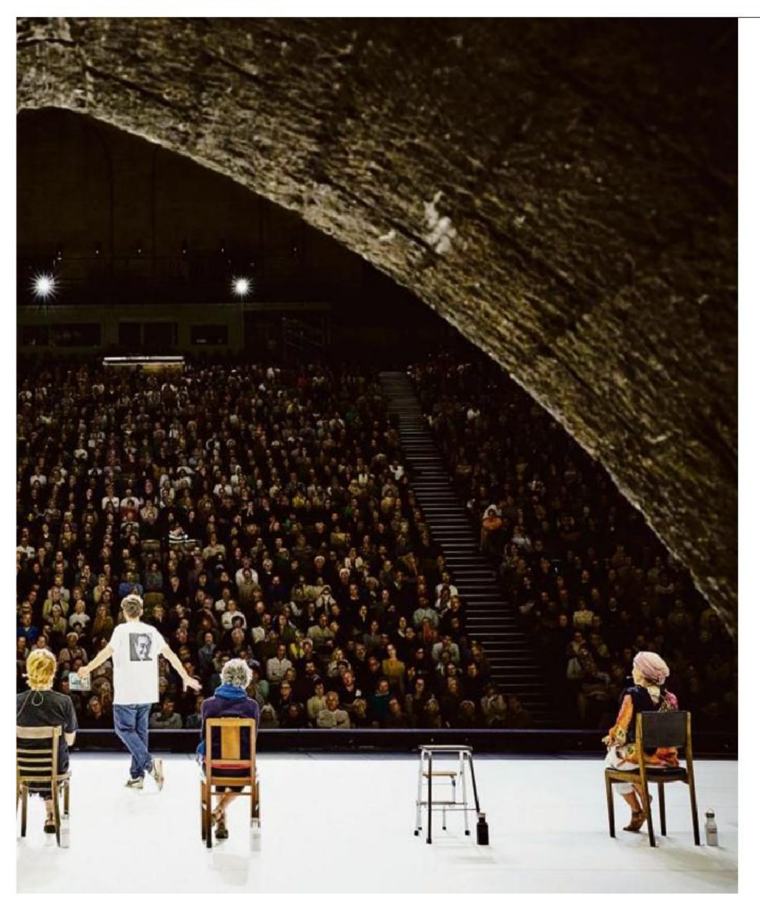
NOUVEAUX RÉCITS

A ce moment de notre histoire, tandis que la crise climatique nous oblige à faire preuve d'inventivité sur la voie de la transition et d'une transformation profonde de nos sociétés, un sentiment de fin des temps nous submerge. *«Le temps qui reste»*, comme le dirait l'historien Patrick Boucheron, est le compte à rebours d'une catastrophe à laquelle nous ne pouvons pas nous soumettre. De toute urgence, nous devons surmonter les récits de fin du monde avec de l'action immédiate, mais aussi faire émerger les premiers chapitres de nouvelles histoires. Tout véritable projet européen a besoin d'idées ouvrant de nouvelles voies. C'est justement le superpouvoir de la culture et des arts: inventer ce qui nous paraissait impossible, imaginer des débuts là ou où la fin semblait inévitable.


I. MATYASSY


DR

Par
TIAGO RODRIGUES
Metteur en scène et directeur du Festival d'Avignon
BORIS CHARMATZ
Chorégraphe et directeur du Tanztheater Wuppertal Pina-Bausch et du projet Terrain.



La pièce *By Heart*, de Tiago Rodrigues, en clôture du Festival d'Avignon 2023. PHOTO CHRISTOPHE RAYNAUD DE LAGE

Face aux dérives autoritaires, culture et médias indépendants doivent faire front

De nouvelles coopérations au service de l'intérêt général sont à imaginer pour contrer les attaques des régimes autoritaires qui se multiplient, y compris à l'intérieur des frontières de l'Union européenne.

Dans la Hongrie d'Orbán, c'est un processus à l'œuvre de concentration des médias dans un consortium unique sous contrôle politique. Aux Pays-Bas, c'est le programme de Geert Wilders qui menace de couper les fonds pour la culture et de dissoudre l'entreprise de médias publics. En Slovaquie, c'est la nomination au ministère de la Culture d'une personnalité issue de la télé trash *[télé poubelle]* et condamnée pour ses discours de haine. En Italie, c'est le gouvernement Meloni qui adopte un décret-loi permettant de punir lourdement les organisateurs de raves, entraînant la réaction réjouie de Salvini sur les réseaux sociaux : *«La fête est finie.»*

Dans tous les pays d'Europe où les partis autoritaires sont au pouvoir, les mêmes mécanismes sont à l'œuvre dans le champ de la culture, de la connaissance et des médias, premières cibles des régimes nationaux populistes : stratégies massives de désinformation, «ingénierie du chaos», attaques contre les lieux de socialisation de la jeunesse (festivals, marches pour le climat, manifs…), suppression des programmes de lutte contre les discriminations, limogeage de directions d'institutions culturelles, attaques contre les universités…

Désinformation, réécriture de l'histoire et répression

Partout, la bataille culturelle fait rage. Elle est au cœur de l'élection européenne qui s'annonce et les candidats progressistes semblent bien fragiles face à l'enjeu, tant les règles irrationnelles de ce chaos organisé leur sont de facto défavorables. Les régimes autoritaires maîtrisent bien mieux que les démocraties le potentiel de la culture pour servir leur idéologie. Ils ont lu Gramsci à leur façon et ont intégré que l'on conquiert le pouvoir par les imaginaires. Des hommes et femmes politiques extrémistes s'en revendiquent pour mener une guerre culturelle à coups de désinformation, de réécriture de l'histoire et de répression des libertés. L'offensive se double d'une arme économique qui accroît l'hyperconcentration dans le secteur de la culture, mais aussi de sa médiation. Quelques empires de plus en plus puissants possèdent des pans entiers de l'industrie culturelle, de la diffusion musicale, de l'édition, des médias et des réseaux sociaux. L'Union européenne est combative sur la régulation numérique, mais rien ne semble pouvoir freiner le rouleau compresseur qui menace le pluralisme et la diversité.

Face à ces dérives, il est urgent de bâtir une contre-attaque et d'imaginer de nouvelles coopérations au service de l'intérêt général : de nouvelles formes d'alliances entre acteurs de la culture et de la solidarité, ONG et médias indépendants, mais aussi avec toutes les parties prenantes de l'intérêt général, en particulier, du secteur public de l'éducation et du savoir, de la jeunesse, des médias, de la santé, de la mobilité et de l'environnement : service public de l'audiovisuel, universités, collectivités – lorsque ces derniers ne sont pas, déjà, sous la coupe de régimes autoritaires. C'est l'enjeu de la plateforme indépendante slovaque OK ! (Otvorená Kultúra !) qui regroupe près de 300 organisations mobilisées pour opposer une réponse coordonnée aux attaques du gouvernement d'extrême droite. A une très modeste échelle, c'est aussi le sens de l'alliance inédite de structures que nous tentons avec le projet de la Fabrique de l'époque à la Gaîté lyrique à Paris et qui réunit dans une gouvernance commune acteurs de la culture et de l'édition (Arty Farty, Actes Sud), de l'entrepreneuriat à impact (makesense), de la solidarité (Singa) et de l'audiovisuel public (Arte).

C'est aussi la vocation des programmes Europe créative que de favoriser la coopération transnationale : les 35 réseaux culturels portés par l'UE doivent se mobiliser en faveur de la protection des libertés de création et d'expression. Le front doit être commun entre culture, médias et universités, car ce sont les trois angles d'attaque principaux des régimes autoritaires. A l'exemple du réseau Reset ! qui a fait le choix de solidariser, à l'échelle européenne et de façon non sectorielle, les structures culturelles et les médias indépendants, mais également d'inclure dans la démarche les structures ressources de l'intérêt général (Consentis, Black Artists Database, Observatoire des politiques culturelles, etc.) et des collectivités volontaires pour accompagner le mouvement (Ville de Lyon, Ville de Bruxelles). Pour construire leur démarche, ces 99 structures issues de 27 pays ont consulté les acteurs de leurs territoires et sollicité l'éclairage de chercheurs pour constituer un Atlas géopolitique de la culture indépendante.

La protection des libertés d'expression de l'UE

Cette stratégie d'alliances est d'autant plus vitale qu'elle est empêchée par les régimes autoritaires qui cherchent à casser ces dynamiques de solidarités qui irriguent la société civile. En Géorgie, les citoyens manifestent actuellement massivement contre le projet de loi, The transparency of foreign influence bill, qui impose à toute organisation médiatique ou «non profit» qui bénéficie de financements étrangers de s'enregistrer auprès de l'Etat comme *«organisation qui poursuit des intérêts de l'étranger»*. Cette même loi à l'œuvre en Russie a abouti à l'isolement des acteurs et au démantèlement de la société civile. A l'approche d'une élection européenne à très haut risque, où l'Europe est face à un choix historique et peut se retrouver d'autant plus isolée dans l'hypothèse d'un retour de Trump à la Maison Blanche, l'alliance de la culture, des médias, des universités, de leurs écosystèmes indépendants est devenue vitale pour la démocratie européenne.

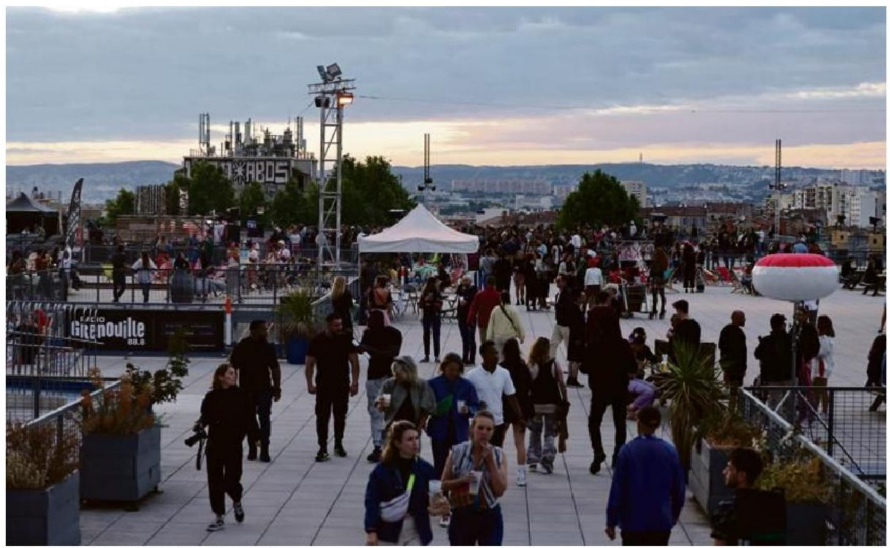
Par **VINCENT CARRY**



DR

Direction générale Arty Farty, président de la Gaîté lyrique





Au festival le Bon Air à la Friche à Marseille, en mai. PHOTO VALÉRIE VREL. MAXPPP. LA PROVENCE

Pour des festivals de musique à l'unisson du climat

La récente déprogrammation d'un DJ, qui prévoyait de venir en jet à un festival marseillais, doit être un signal pour le secteur des musiques actuelles: face à l'objectif de neutralité carbone en 2050, comment transformer les habitudes, notamment en ce qui concerne les mobilités ?

C'est une première: un artiste en tête d'affiche d'un festival marseillais, contraint d'emprunter un jet privé pour assurer son concert dans les temps a été déprogrammé pour des raisons environnementales. Ce choix de transport de l'artiste n'était que la conséquence d'un *«double booking»*. A savoir, la programmation de deux prestations à seulement quelques heures d'intervalle, mais à plus de 1000 kilomètres. Une pratique malheureusement monnaie courante dans le secteur, mais aberrante écologiquement et socialement.

Etre plus rapides ne nous a jamais rendus plus sobres. Ce moyen de transport ultrapolluant, qui émet 50 fois plus de CO_2 qu'un train (1), est systématiquement refusé par le Bon Air Festival (organisé à la Friche la Belle-de-Mai à Marseille) dont il est question ici. Ce dernier impose de manière contractuelle que la moindre réservation de transport soit validée en amont par les deux parties. Cet exemple illustre les tensions antinomiques qui traversent actuellement le secteur des musiques actuelles: sa transition est heurtée par l'accélération aliénante des profits.

Le rapport du projet «Déclic, décarbonons le live collectivement», porté par le Syndicat de la filière des musiques actuelles qui rassemble aujourd'hui 600 entreprises (SMA) et la Fédération des lieux de musiques actuelles (Fedelima), publié en avril est unanime: les mobilités (des publics et des artistes) représentent plus de la moitié des émissions carbone d'un festival.

Les efforts à réaliser sont considérables pour réduire l'empreinte environnementale, mais l'enjeu est bien plus grand si l'on regarde du côté symbolique et de la construction du récit global. Comment inciter les publics à privilégier des moyens de transports décarbonés si les artistes traversent la planète toutes les semaines en jet privé ? A l'heure où le gouvernement français ambitionne d'atteindre la neutralité carbone en 2050, le secteur des musiques actuelles doit lui aussi se mobiliser pour prendre part face à ces enjeux. Le Centre national de la musique (CNM) affine ses programmes d'aides financières, des initiatives fleurissent, des voix s'élèvent: il est urgent d'accorder nos ambitions et de les mettre en action.

Ainsi, nous demandons:

A) Un engagement conjoint du ministère de la Transition écologique, de sa délégation aux Transports et du ministère de la Culture pour soutenir les entreprises culturelles dans leurs actions en termes de mobilités culturelles;

B) Une accélération du dialogue entre l'Etat, les collectivités territoriales, les organisations culturelles et les publics pour renforcer les infrastructures et diversifier le panel d'offres de mobilités douces et décarbonées comme annoncé par le ministère de la Culture (2);

C) La conscientisation des enjeux environnementaux ainsi que l'encouragement des mobilités décarbonées et des bonnes pratiques dans les critères de recevabilité des financements publics;

D) L'incitation à la transition écologique et sociale par le biais des conventions collectives, la régulation des contrats et la limitation des clauses d'exclusivité géographique pour les représentations artistiques;

E) Une modification des pratiques des partenaires, des organismes de gestion collective, des financeurs, des mécènes et des Gafam vers plus de soutenabilité.

Que ce soit pour l'égalité des genres, la lutte contre les discriminations, les violences sexistes et sexuelles ou encore les questions environnementales, le secteur des musiques actuelles a toujours été ancré dans son époque et en première ligne des thématiques de société. Nos organisations fédèrent et inspirent toute une jeunesse. La musique est la première pratique culturelle en France, aussi en tant que membres de ce secteur, nous avons une responsabilité collective à transformer nos habitudes en termes de mobilités pour répondre aux grands défis sociétaux. ◆

(1) «Quelle est l'empreinte carbone d'un vol en jet privé ?» *Libération* du 26 août 2022.

(2) Ministère de la Culture, «Guide d'orientation et d'inspiration pour la transition écologique de la culture», décembre 2023.

Par
UN COLLECTIF DE PROFESSIONNELS DU MONDE CULTUREL

Premiers signataires:
Agoria Artiste **Solweig Barbier** Déléguée générale et cofondatrice d'Arviva **Alice Beauvois** Codirectrice d'Aremacs **Antoine Chao** Journaliste à Radio France **Jean-Marc Coppola** Adjoint à la culture à Marseille **Alban Corbier-Labasse** Directeur de la Friche la Belle-de-Mai **Laurent Decès** Président du Syndicat des musiques actuelles (SMA) **Jean-Paul Deniaud** Directeur de *Pioche! Magazine* **David Irle** Eco-conseiller au Bureau des acclimatations **Johnny Hostile** Artiste **Alexandra Jouclard** Avocate au barreau de Paris **Stéphane Krasniewski** Directeur du festival Suds à Arles **Magali Payen** Fondatrice d'On est prêt **Simo Cell** Artiste **Cyril Tomas-Cimmino** Direction du Festival le Bon Air **Samuel Valensi** La Poursuite du bleu - The Shift Project **Anita Weber** Présidente de l'Observatoire des politiques culturelles (OPC) **Juliette Donadieu** Directrice générale de la Gaîté lyrique **Pupajim** Artiste.

Pour signer la pétition «Transition écologique et musique: atterrissons avant le crash !», rendez-vous sur Change.org



RÉ/JOUISSANCES

Par
LUC LE VAILLANT

Pour moi, ce sera Gluckmann

Explication anticipée de mon vote pour la tête de liste PS aux européennes, dans l'espoir qu'une gauche inventive en finisse avec la fureur destructrice insoumise.

Allez, je ne vais pas vous faire languir plus longtemps. Dimanche prochain, je voterai Raphaël Glucksmann sans hésitation aucune. Avant d'en détailler les arguments, je dois reconnaître qu'il s'agit d'une adhésion plus affective que rationnelle. Moi aussi je me laisse guider par mes émotions et je trahis la démocratie pour rallier l'«émocratie». La suicidaire stratégie de rupture de Mélenchon m'horripile tant que voter PS est la meilleure façon de faire bisquer le gourou guerrier qui fut mon choix en 2017 et qui depuis clive et cogne. Je suis prêt à tout pour ulcérer le furibard ultime qui charcute en furieux l'unité du pays. Je rêve de doucher les ardeurs de ses boutefeux qui s'acharnent à incendier la civilité citoyenne en opposant les identités et les communautés. Je leur en veux d'autant plus qu'ils prétendent être les représentants exclusifs d'une gauche d'appellation contrôlée aux origines purement sourcées.

Evolutions croisées. Avec Glucksmann, nous venons pourtant d'horizons différents et de courants de pensée peu sécants. Il a toujours été soucieux de géopolitique quand j'ai longtemps borné mon regard à la proximité sociale et au village sociétal. Il est bien plus atlantiste que je ne le serai jamais. Cela lui vient d'un atavisme familial. Son philosophe de père, André Glucksmann, a toujours vu dans le stalinisme le mal ultime. A cela s'ajoutent, chez le fils, des expériences de jeunesse auprès de gouvernements opposés à Moscou. Il est soucieux de l'élargissement du Vieux Continent quand j'ai longtemps méconnu le douloureux destin des gens de l'Est. Il a toujours été conscient du tragique de l'histoire quand je n'imaginais pas que la paix puisse être menacée, le progrès remis en cause et le climat détraqué. Il est un fédéraliste de longue date quand j'ai admis récemment qu'il fallait en passer par là si l'on voulait une Europe puissance. Par contre, il est moins libéral en économie que je ne le craignais. Il se défie désormais de la concurrence libre et non faussée, préconise une forme de protectionnisme et veut réserver la commande publique aux producteurs continentaux.

Facteur humain. Quand il se hisse sur les tréteaux télévisés, Glucksmann affiche une componction de flamant rosi, qui se tient le cou dressé et la prudence aux aguets. Il a la parole fluide et équilibrée, le propos ouvragé et sans aspérités. Il n'est pas un tribun qui défouraille, un artilleur qui fusille, un rhéteur qui sort la sulfateuse. Il perd en canaillerie ce qu'il gagne en honnêteté intellectuelle au risque d'une eau tiède perlant du robinet. En privé, il est plus drôle, plus charmeur, plus brancheur. Voilà que je me retrouve à verser dans l'étude de caractère et l'analyse psychologique quand mon explication de vote devrait se dispenser d'évaluer les comportements des candidats. Mais cela fait aussi sens politiquement que Glucksmann ait un fonctionnement personnel strictement inverse de celui de Mélenchon. Il oppose son calme et son équanimité au bruit et à la fureur adverse. Face au conflit de Gaza, le candidat du PS tient l'équilibre entre les deux camps quand le taulier LFI tempête tant et tant qu'il brutalise ses positions, apparaissant comme un soutien indirect du Hamas, milice islamiste ultra-réactionnaire s'il en est. Pire, en mettant en lumière la Franco-Palestinienne Rima Hassan, Jean-Luc Mélenchon torpille la campagne européenne de Manon Aubry, sa tête de gondole oubliée. Et tout ça pour séduire des quartiers populaires qu'il encage dans une ethnicité qui impliquerait l'adhésion automatique à une religion dévoyée.

Avenir hybride. Mon plaisir est vif de voir une gauche de gouvernement retrouver les faveurs sondagières. Je me reproche assez certaines critiques du mandat de François Hollande pour ne pas hésiter à faire fête à qui pourrait lui succéder. Et puis les manquements de LFI sont tels qu'il faut se réjouir de voir le PS sortir du néant. Cela dit, la somme des voix progressistes tourne autour des 30%, misère noire face aux scores de l'extrême droite.

C'est pourquoi, dès le 10 juin, il faudra reconstituer un hybride à même d'empêcher Marine Le Pen de gagner la présidentielle. Il s'agira de greffer l'ouverture cosmopolite de Raphaël Glucksmann sur l'enracinement social de François Ruffin. Il serait bon d'y adjoindre la jovialité humaine de Fabien Roussel et d'Alexis Corbière, sans oublier de verdir le tout en souvenir de Daniel Cohn-Bendit et de Yannick Jadot. Pas simple tant l'incarnation individuelle demeure l'impératif catégorique du système électif français. Donner naissance à un prototype de compétitif, charnel et exaltant est indispensable. Sans cela, la gauche se condamnera à la nécrose radicale, à la scission perpétuelle et à la détestation entre voisins. En allemand, *glück* signifie «bonheur». En fabriquer l'artisan, telle est la rude tâche qui attend les docteurs Frankenstein du camp émancipateur… ◆

SIGNÉ COCO



CULTURE/

Texte et photo
ÉRIC DAHAN
Envoyé spécial à Vienne

Lera Auerbach

«J'ai appris la musique avant même ma naissance»

Rencontre avec la compositrice née en Sibérie soviétique, précoce et touche à tout, également poète et plasticienne. Son concerto «Diary of a Madman», inspiré de l'œuvre de Gogol, est joué pour la première fois en France cette semaine.

Le message sur WhatsApp était sibyllin: *«Rendez-vous à 11 heures au Future Art Lab du MDW.»* On imaginait le pire. Lera Auerbach aurait-elle sombré dans le scientisme ou la recherche musicale? A peine arrivé à l'Académie de musique et des arts du spectacle de Vienne, où Gustav Mahler et Claudio Abbado firent leurs classes, la compositrice la plus lyrique et expressive de son temps nous rassure: *«Je suis artiste en résidence ici, jusqu'en juin. Je donne des masterclasses de piano, de musique de chambre et de direction d'orchestre.»* A 50 ans, la détentrice de deux passeports – américain et autrichien – a composé plus d'une centaine de symphonies, ballets, concertos, quatuors à cordes, sonates, trios et mélodies pour la voix, publié des livres, peint autant de tableaux et réalisé des sculptures et des installations.

«EXPRESSIFS»

Mais si l'on est venu lui rendre visite dans cet immense campus, c'est parce que l'Orchestre national de Lyon va interpréter dans son Auditorium, puis à la Philharmonie de Paris, le concerto que lui a commandé le célèbre violoncelliste français Gautier Capuçon. Un seul mouvement de trente-cinq minutes, flot intarissable de mélodies, de rythmes et de gestes instrumentaux raffinés, créé à la Philharmonie de Munich en 2021, et donné ensuite avec le Chicago Symphony Orchestra. Si l'œuvre donne l'impression par instants de découvrir un inédit de Chostakovitch, l'écriture reste personnelle, varie à vue densités et climats, ose d'exotiques portamentos de cordes et des flatterzunge très contemporains pour colorer, de façon tout aussi singulière, un unisson de vents. Auerbach a-t-elle voulu évoquer le klezmer avec son glissando de clarinette; pensé à *Tout un monde lointain…*, de Dutilleux, en écrivant les parties solistes de Capuçon; à Takemitsu pour ces sons filés de violon? Elle botte en touche: *«Aux musicologues et aux critiques de le dire. Je repars toujours de zéro, cherche ce que l'œuvre requiert. Une partie du matériau de ce concerto provient toutefois de mon opéra* Gogol, *d'où son titre* Diary of a Madman, *en référence à la nouvelle* «le Journal d'un fou». *Pour ce qui est du violoncelle, j'ai surtout été inspirée par le style et le jeu très expressifs de Gautier qui joue ma musique depuis dix ans et avec qui j'ai déjà donné en concert mes* 24 Préludes pour violoncelle et piano, *ma sonate, deux trios, et* Last Letter, *pour mezzo-soprano, violoncelle et piano.»*

Née Valeria Lvovna Auerbakh, le 21 octobre 1973 à Tcheliabinsk, en Sibérie occidentale, Lera Auerbach évoque son éveil à la musique avec des accents fantastiques que ne renierait pas Günter Grass: *«A 1 an, je rampais sous le sofa du salon, où ma mère apprenait le piano à ses élèves, et restais dans le noir à les écouter. Et comme elle enseignait quand elle était enceinte de moi, j'ai appris la musique avant même ma naissance.»* Pas étonnant qu'à 3 ans elle dirige des orchestres imaginaires en écoutant *Shéhérazade* de Rimski-Korsakov, *Roméo et Juliette* de Prokofiev et la *Pathétique* de Tchaïkovski. Ni qu'elle ait commencé à composer au même âge *«pour peindre des tableaux sonores servant de décor aux contes de fées que j'inventais. Musique, peinture et récit ont, de fait, toujours été liés en moi. Au début, quand ma mère rentrait, je réalisais que j'avais oublié ce que j'avais improvisé. Elle m'a suggéré de le noter, dorénavant, afin de pouvoir le lui rejouer le soir.»*

«SONS IRRÉELS»

Avec un grand-père poète et un père professeur de lettres, les livres ne manquaient pas à la maison et, avant même ses 5 ans, Lera faisait la différence entre Shakespeare et Boulgakov. Elle a donné le *Concerto pour piano n°1 en ré majeur* de Haydn, avec l'Orchestre symphonique de Tcheliabinsk, à 7 ans et publié son premier recueil de poèmes à 13 ans. *«Mon prof de piano détestait que je compose car c'était du temps perdu sur le travail de l'instrument. Quant à mon éditeur, il voulait que je choisisse entre la poésie et le roman. Bref, chacun pensait savoir ce que je devais faire.»*

La chance décida à leur place: à 17 ans, lauréate d'un concours de jeunes talents, intitulé New Names, Auerbach fut invitée à donner un récital de piano à New York. *«C'était la première fois que je quittais l'Union soviétique et voyageais sans mes parents. Depuis l'âge de 12 ans, je rêvais d'aller en Amérique pour rencontrer le poète Joseph Brodsky. Sachant que l'on ne me redonnerait pas un visa de sortie de sitôt et que je n'aurais jamais les moyens d'acheter un billet d'avion, qui coûtait alors un an de salaire, j'ai appelé mes parents qui m'ont dit que ma décision quelle qu'elle soit serait la bonne. Grâce à l'une de leurs amies, j'ai rencontré un chef qui m'a proposé de donner des leçons tout l'été à des jeunes musiciens, puis j'ai trouvé où me loger chez une ancienne pianiste qui perdait la vue et cherchait quelqu'un pour l'aider, non loin de la Juilliard School, où j'étudierai plus tard. Deux mois après mon arrivée, je commençais un cursus à la Manhattan School of Music.»*

Elle continue néanmoins à écrire, encouragée par

Lera Auerbach, le 30 mai à l'Académie de musique et des arts du spectacle de Vienne.

Brodsky qu'elle a rencontré cinq ans avant sa disparition; l'un de ses héros avec Josef Mandelstam et Marina Tsvetaïeva. Elle a rendu hommage à cette dernière en mettant l'un de ses poèmes en musique dans sa *Symphonie n°2*, pour violoncelle, mezzo-soprano, chœur et orchestre, baptisée *Requiem for a Poet*. Difficile de ne pas évoquer également Nicolas Gogol qui a inspiré à Auerbach, en plus d'un opéra créé en 2011, son dernier concerto: *«Gogol transcende les époques. C'est la figure ultime du conflit entre l'homme et l'artiste, et il a eu une influence décisive sur Kafka. Le monde serait différent sans lui. S'il a brûlé la deuxième partie de ses* Ames mortes, *c'est parce qu'il a tenté de faire du héros de son roman un homme bon, avant de comprendre qu'il est impossible de contrôler ses personnages»*, dit celle qui a pu parfaire, durant tout un semestre, sa connaissance de la littérature mondiale: c'était à Columbia, partenaire de la Juilliard, où elle fut l'élève en composition de Milton Babbitt. Contre toute attente, le pape du sérialisme ne l'a pas traumatisée: *«J'ai des bases: Bach et Mozart; les autres, ça va, ça vient. J'ai eu ma période Schumann durant laquelle, persuadée d'être la seule à le comprendre et à rendre justice à sa vulnérabilité, je ne supportais pas d'entendre quiconque le jouer* (rires). *Est-ce que je suis fan de musique indienne? Comme tout le monde, mais ces glissandos et portamentos qui vous surprennent viennent peut-être simplement de mon imagination.»*

On insiste, évoque le chatoiement ravélien de *Post Silentium*, les blocs de glace frappés avec des maillets et les sons de goutte à goutte amplifiés, obtenus avec une poche à perfusion intraveineuse, qui font la magie d'*Arctica*, pièce pour chœur et orchestre inspirée par le réchauffement climatique. *«J'aime créer des sons irréels,* concède-t-elle, *aussi bien avec des instruments traditionnels qu'avec d'autres plus rares comme la scie musicale. C'était une évidence de choisir le thérémine pour la voix de la petite sirène, dans mon ballet inspiré du conte d'Andersen, et les ondes Martenot pour* Paradise Lost, *ma cinquième symphonie.»*

«INDESTRUCTIBLE»

En 2009, un incendie ravagea son studio dans l'Upper West Side, à Manhattan. *«Ayant trouvé refuge dans des résidences pour artistes, je me suis enfin mise à peindre, comme une thérapie. Enfant, je me plongeais souvent dans des livres d'art. J'aimais Picasso pour son audace et sa violence expressive; Bosch pour le caractère polyphonique, caricatural et infernal de ses toiles; Brueghel pour la profondeur de champ de ses tableaux: on pouvait y entrer et s'y noyer. Puis j'ai découvert Klimt, Kokoschka, Schiele, et les peintures de Schönberg lors d'une exposition, révolutionnaire pour l'époque, au musée Pouchkine de Moscou.»* Si les propres tableaux de Lera Auerbach évoquent l'enfance, l'isolement et la mort, c'est souvent avec un humour grinçant, hérité de ses origines juives, dont témoigne, entre autres, *Vessels of Light*: sa sixième symphonie, sur un texte en yiddish, dédiée à Chiune Sugihara, diplomate japonais honoré à l'institut Yad Vashem de Jérusalem et construite selon la technique du kintsugi, qui consiste à souligner les fractures d'une poterie reconstituée avec de la poudre d'or. Quant à ses propres sculptures, elles sont toutes en bronze: *«Né du feu, il nous connecte aux temps médiévaux et nous survit car il est indestructible mais, surtout, il m'apaise.»* De tous les aphorismes de son recueil *Excess of Being*, *«chaque jour, un nouvel Icare se tue»* est peut-être le plus emblématique de son art. *«Pas facile de parvenir à la transcendance, mais impossible de ne pas prendre le risque»*, estime Auerbach. Depuis 2018, elle dirige régulièrement des orchestres. *«Mon éditeur m'en a longtemps empêchée, me disant que je devais d'abord me faire un nom comme compositrice si je voulais que d'autres jouent un jour ma musique. Mais être sur le podium, façonner des énergies pour créer un organisme vivant, je ne connais rien de plus exaltant.»* ◆

DIARY OF A MADMAN
de LERA AUERBACH
Interprété par l'Orchestre national de Lyon, Nikolaj Szeps-Znaider (direction), Gautier Capuçon (violoncelle). Mercredi à 20 heures à l'Auditorium de Lyon (69003), jeudi à 20 heures à la Philharmonie de Paris (75019).



Le Lac sombre de Tom de Pékin, qui a signé l'affiche de *l'Inconnu du lac*. COURTESY OF THE ARTIST

A Toulouse, Alain Guiraudie fait le Nouveau Printemps

Artiste associé de l'édition 2024 du festival d'art contemporain, le cinéaste du désir a concocté avec enthousiasme une programmation un peu trop dans les clous.

On peut toucher? Dans les musées, c'est l'interdit ultime et même probablement la pierre angulaire sur laquelle repose une partie du contrat de l'art avec ses regardeurs. Mais venant d'Alain Guiraudie, cinéaste du désir, filmant la jouissance des corps autant que leurs empêchements dans une superposition orgiaque des sexes et des visages, la question ne surprend pas vraiment. Joueur, il en fera d'ailleurs un running gag tout au long de la visite du parcours du Nouveau Printemps, festival toulousain dont il est cette année le directeur artistique invité. *«C'est une question que j'aime bien poser aux sculpteurs»*, confirme le commissaire improvisé. Et même à l'inatteignable antenne customisée par l'artiste Mimosa Echard sur le toit du parking des Carmes, une épine qui à la tombée de la nuit s'augmente d'écrans LED sur lesquels elle organise une gigantesque fuite de données (en l'occurrence les siennes, avec une compilation très abstraite de vidéos tirées de son propre téléphone), Alain Guiraudie aimerait bien, encore et toujours, pouvoir toucher. Alors qu'est-ce qu'il cherche à toucher du doigt, cet artiste associé pas tout à fait comme les autres?

Frais comme un gardon, comme s'il ne sortait pas tout droit du programme essorage du Festival de Cannes où il présentait son dernier film, *Miséricorde*; comme s'il ne venait pas non plus de mettre un point probablement pas final à son dernier pavé édité chez P.O.L, *Pour les siècles des siècles*, Guiraudie est là, souriant, en bras de chemise, blaguant avec les artistes. Mais en réalité, il semblerait qu'il ne fait pas vraiment le mariole. Un peu intimidé par *«l'art contemporain»*, s'estimant *«pas très légitime»*, il en a d'abord profité pour se reposer cette question valable entre toutes les disciplines: *«A quoi sert l'art, ce truc parfaitement inutile qui nous est si nécessaire?»* A se situer entre *«des lendemains à la fois très certains et très incertains»*, entrevoit Guiraudie. Et peut-être même: *«Ouvrir des horizons, nous amener faire un tour du côté de l'utopie»* même si ses derniers westerns ruraux finissaient dans la plaine. Loin des Indiens.

«Grande aventure». Ici, comme il s'avançait en territoire inconnu, il s'est volontiers laissé guider, acceptant les rencontres que des mieux informés que lui soufflaient à son oreille, ou réactivant quelques vieux réseaux, grâce à une exposition de ses photographies au Consortium de Dijon ou à son passage à l'école d'art du Fresnoy. Parfois, mais on comprend que ce fut rare, c'est lui qui prit l'initiative de rencontrer tel ou tel artiste, comme ce fut le cas avec Neïl Beloufa dont l'univers techno semble à mille lieues de celui, charnel et terrien, de Guiraudie. Ensemble, ils ont compulsé l'ensemble des films, livres et photographies de l'Aveyronnais pour nourrir une intelligence artificielle. *«Ce qui m'intéresse c'est de voir jusqu'où ça peut partir. J'ai l'impression de me lancer dans une nouvelle grande aventure»*, s'enthousiasme Guiraudie devant l'une des deux bagnoles qui abrite le dispositif de retransmission d'une vidéo générée par l'IA.

La programmation qui en découle est le fruit de cette lente décoction, qu'on aurait aimé plus décantée. Car pour ce Nouveau Printemps, qui teste depuis deux éditions une formule plus resserrée, avec un artiste associé comme au théâtre (la designeuse Matali Crasset l'an passé) et un projet circonscrit géographiquement (cette année, les chics quartiers des Carmes et Saint-Etienne), Alain Guiraudie donne bel et bien dans l'art contemporain là où on aurait espéré plus de sorties de route. Et c'est bien parce qu'on aime Alain Guiraudie qu'on aurait voulu qu'il envoie davantage balader, aussi sûrement qu'il le fait dans ses livres ou ses films, la doctrine, formelle mais aussi politique, qui parfois cadenasse le champ de l'art.

Le cinéaste le fait à deux endroits au moins: dans la crypte archéologique du palais de justice où il présente une formidable historienne, Karelle Ménine, qui revisite les *«sacs à procès»* (dans lesquels on glissait les pièces à conviction) et autres *«placards»*, ces ancêtres des réseaux sociaux, de l'ordre des Capitouls. Et dans un autre registre, au Musée des arts précieux où le dessinateur compulsif Tom de Pékin, qui signa l'affiche de *l'Inconnu du lac*, prend possession des lieux, au propre comme au figuré. Plus habitué au backstage du Cabaret secret qu'aux cimaises de musée, Tom de Pékin en met partout, glissant à côté d'une grande robe de pénitencier du XVIIIe siècle ses pastorales classiques rehaussées de scènes érotiques. *«Je voulais associer à une sexualité SM, et donc consentie, des peintures du Louvre»*, commente l'artiste face à sa série des «Poussinades», réjouissantes promenades muséales sous le signe de Poussin.

«Zadistes masqués». Or dans le même musée, comme un signe des hésitations du commissaire, on trouve une autre exposition au ton radicalement différent. Alain Guiraudie a eu le bon goût de la confier à la commissaire d'exposition Stéphanie Moisdon, qui maîtrise suffisamment les codes de l'art contemporain pour s'en émanciper un peu, remplaçant par exemple tout effort scénographique par un autre liant moins conventionnel: une bande-son signée Julien Perez. Autour d'une petite photo montrant *«deux zadistes masqués tenant dans leur bras un agneau, un cliché qu'Alain Guiraudie m'avait envoyé et qui m'a servi de guide»*, elle articule les œuvres burlesques et politiques de Renaud Jerez, Matthew Lutz-Kinoy, Mathis Altmann ou Loucia Carlier, un mini-diorama dans lequel elle met en scène une communauté de téléopérateurs endormis, *«une forme de résistance contre l'entreprise»*. On reconnaît tout Guiraudie dans ce cliché: la ZAD, le carnaval, la rédemption ou le sacrifice, manque seulement le sexe. Et on se dit, au fond, que c'est là ce qu'on attendait du guide Guiraudie: une mise au pot d'images tremplins pour un imaginaire collectif.

CLAIRE MOULÈNE
Envoyée spéciale à Toulouse

LE NOUVEAU PRINTEMPS
Jusqu'au 30 juin à Toulouse (quartiers des Carmes et Saint-Etienne).



Glitter Bra (1999) de **Marlene Dumas.** PHOTO NICOLAS BRASSEUR POUR LA FONDATION CARMIGNAC

CULTURE/

«The Infinite Woman» déclare sa femme

La villa Carmignac de Porquerolles présente une sélection originale de peintures qui répertorie autant qu'elle subvertit les représentations traditionnelles du féminin.

Dans la rotonde de la villa Carmignac, une femme presque nue, alanguie sur le dos, un genou relevé, se cambre lascivement, fixant le spectateur d'un œil aguicheur. Les couleurs pailletées de son soutien-gorge ont comme déteint sur son visage. Devant cette touffeur qui mouille le corps de la strip-teaseuse et fait baver ses contours, devant ce coup de pinceau humide et scabreux, impossible de se tromper: *Glitter Bra* est un tableau de Marlene Dumas, passée maîtresse dans l'art de rendre ses modèles aussi puissants que vulnérables, aussi désirables qu'effrayants.

C'est dans cette ambiguïté des représentations de la femme, de son rôle, son corps, ses pouvoirs, ses positions, que l'exposition *The Infinite Woman* se tient. Et si le sujet n'a rien de nouveau, le choix des œuvres, opéré par la curatrice Alona Pardo permet d'en renouveler les perspectives, les formes et le regard. L'exposition ne pouvait par exemple se permettre d'ignorer le fait que le genre, la césure entre les genres tremblent et se troublent. Et s'incarnent dans cet autoportrait à la mâle féminité (et vice versa) de la jeune Martine Gutierrez, posant nue, pleine de morgue et de sérénité, les seins et le pénis enduits d'une onction dorée, armée d'un glaive médiéval, comme se repaissant d'une victoire conquise sur la pudibonderie de ceux qui ne voulaient pas que ce corps puisse exister.

Le trouble dans le genre, l'expo se souvient aussi qu'une Kiki Kogelnik (morte en 1997) l'avait déjà semé en dépeignant ses créatures mi-femmes mi-androïdes, électrisées par une palette et par des faisceaux lumineux interstellaires. Les Eve futures de l'artiste autrichienne trouvent un écho contemporain dans ces figures dépeintes par Vivian Greven. Visages lisses et sans yeux, d'un blanc laiteux sur un fond pastel et diaphane, elles brillent de l'éclat désincarné des êtres virtuels. Les tableaux de Tishan Hsu reposent sur la même visée: peindre l'hybridation de l'humain. Combinant acrylique et silicone, l'Américain livre des surfaces en relief, molles et bleutées, qui ressemblent à de l'imagerie médicale. L'exposition fait donc un peu plus (ou mieux) que répertorier l'image des femmes dans la peinture. Elle démontre que le médium tremble au rythme des soubresauts et des révoltes de son sujet. Que la peinture et les artistes ont fini de prétendre pouvoir faire tenir dans le cadre du tableau des corps et des identités qui ne demandent qu'à sortir des représentations classiques. Et même si tout un pan de l'expo laisse place à des peintures reprenant des figures féminines mythologiques (à l'image de celle de Billie Zangewa, *The Rebirth of the Black Venus*, géante noire plus haute que les gratte-ciel à ses pieds), ce n'est jamais sans leur prêter une taille et une posture surplombante.

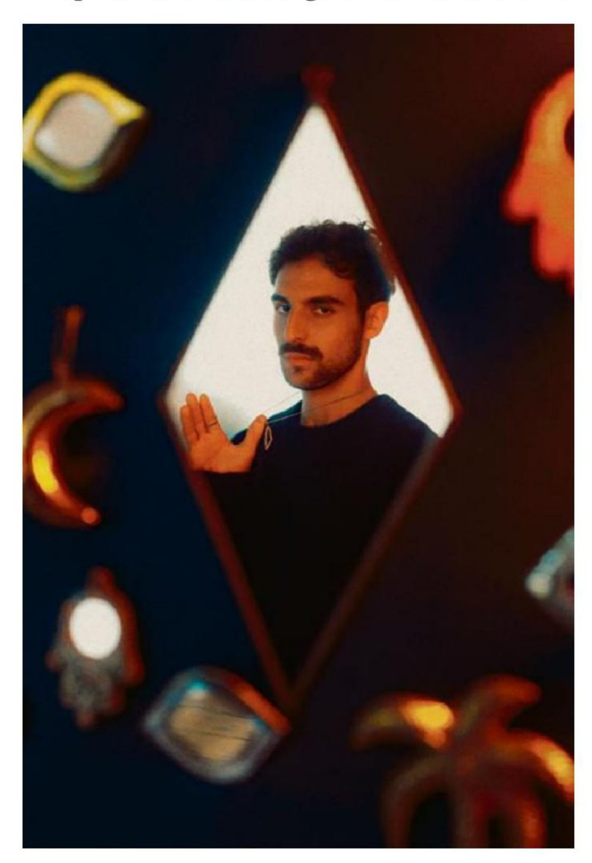
JUDICAËL LAVRADOR

THE INFINITE WOMAN à la villa Carmignac, sur l'île de Porquerolles, à Hyères (83400), jusqu'au 3 novembre.



Libre rêveur

Saint Levant Le rappeur palestinien, qui sort son premier album, imagine son retour à Gaza.



Toc-toc. Il entre dans l'appartement de sa communicante à Paris. Saint Levant fait deux bises à tous les présents. Il jette un œil par la fenêtre. Un lundi de mai pluvieux. Un caméraman américain avec un style digne du siècle dernier – chemise à fleurs, moustaches et cheveux plaqués sur le côté – le suit à la trace. Un documentaire est dans les tuyaux. Le rappeur palestinien qui frôle le double mètre enfonce son long corps dans un petit canapé. Un café est servi. Saint Levant est dans le coin pour causer de son premier album, *Deira*. Un moment *«très important»* devenu secondaire. La nuit a été blanche. Marwan Abdelhamid, son blaze à l'état civil, est resté connecté à sa terre. Des images de réfugiés à Rafah, une ville située au sud de la bande de Gaza, bombardés par l'armée israélienne ont circulé sur tous les réseaux sociaux. De nombreux morts. Enfants et grands.

Le salon de l'appartement se vide. Seul le moustachu américain est autorisé à rôder autour de nous pour capter quelques images. La discussion commence.

«Ça va ? – Moi ? Hamdoulilah, je vais très bien. Je suis ici, à Paris, en train de boire un bon café dans un bel appartement. J'ai mis mes nouvelles chaussures. Ce serait honteux de te parler de mes soucis. Les gens qui souffrent vraiment ne sont pas dans cette pièce.»

Retour en arrière. Vendredi 6 octobre. Saint Levant souffle sa vingt-troisième bougie à Los Angeles. Il fête son anniversaire avec les siens. Son amoureuse, Naïka, une artiste haïtiano-américaine, est présente. Une belle nuit. Un réveil brutal. Il a des centaines de nouveaux messages. Le Hamas a attaqué Israël. Plus de 1170 morts et de nombreux otages. *«J'ai mis un peu de temps à comprendre. J'étais sous le choc.»* Il le sait. Plus rien ne sera plus jamais comme avant. Son anniversaire était le dernier jour de son ancienne existence.

LE PORTRAIT

«Comment était ta vie avant le 7 ? – Elle était belle. Si on s'était croisés la veille, je t'aurais raconté mon bel été où j'ai compris un tas de choses sur l'amour. J'aurais pu te parler de ma tournée dans les festivals et de la signature de mon contrat avec mon label. – Et maintenant ? – C'est l'enfer. Je ne sais même plus où j'habite entre la France, Los Angeles et la Jordanie. Je bouge tout le temps. J'ai perdu mes repères. Les Palestiniens vivent depuis des années sous occupation, mais dans notre malheur, il y a toujours eu une part de joie et de rires. Ça ne nous a jamais quittés mais cette fois, c'est différent. Je ne m'attendais pas à parler un jour de génocide.»

Marwan Abdelhamid mélange les langues comme dans ses chansons. Ses phrases débutent souvent en français. Elles se terminent en anglais ou en arabe. Il parle à voix basse. Sans stress, ni colère. Sa longue jambe droite est posée sur son genou gauche. Saint Levant est né à Jérusalem. Il passe les premières années de sa vie à Gaza. Son père, entrepreneur, avait un hôtel, qui s'appelait «Deira», au bord de la Méditerranée. Il a été détruit par les frappes israéliennes. Il a donné le nom du lieu à son album, mais aussi à un morceau qui a été écouté des dizaines de millions de fois. Il a été récompensé en 2023: le rappeur a reçu le titre d'homme de l'année décerné par *GQ* Moyen-Orient.

La voix change lorsqu'il replonge dans le passé. Le rappeur devient marmot. *«Je garde en moi cette image de la plage à Gaza. Il y avait des ânes qui marchaient sur le sable. Je pêchais et j'avais des animaux. Des hérissons et des perroquets.»* La famille prend le chemin de l'exil: elle quitte la Palestine pour la Jordanie. Marwan a 7 ans et son petit frère, Khaled, qui étudie actuellement à Maastricht, aux Pays-Bas, suce son pouce dans la poussette. A Amman, Saint Levant poursuit sa scolarité à l'école américaine. Le bon élève apprend sur le bout des doigts les guerres lointaines et victorieuses de l'Occident, mais rien sur les tensions alentour. Il aurait aimé apprendre des choses sur la *«monarchie jordanienne ou la "Nakba"»* mais ce n'était pas au programme. *«C'est fou, non ?»* demande-t-il. Tous les soirs, il quitte les strass de l'école américaine pour jouer au foot dans les camps de réfugiés palestiniens. La groupie des Reds de Liverpool est gardien de but. Son père – qu'il appelle par son prénom en roulant le «r» et le «a» de «Rrrraaachid» – lui file le goût de la musique. Saint Levant étudie le piano et le saxophone. Et découvre Wyclef Jean, Lenny Kravitz, mais surtout Eminem. Il se met à rapper. Les choses deviennent sérieuses à Los Angeles où il étudie les sciences politiques à l'aube de la majorité. Il se fait un nom en balançant des sons sur les réseaux sociaux. Du hip-hop sur un fond oriental. Saint Levant range définitivement son cartable à la vingtaine.

6 octobre 2000 Naissance à Jérusalem.
2007 Sa famille quitte Gaza pour la Jordanie.
7 juin 2024 Premier album, *Deira*.

Ses parents ne le freinent pas. Petite, sa mère, qui a une partie de sa famille à Marseille, voulait être danseuse. Elle est devenue avocate sous la pression de ses géniteurs. Son père, lui, a toujours fait ce qu'il voulait. Ils se sont rencontrés à Alger. Les mariés ont divorcé mais sont restés amis. Chacun son rôle. Rachid suit son fils dans tous ses délires. Maria, elle, le maintient sur le bon chemin. Le rappeur, qui cache rarement ses émotions, pleure dans ses bras à chaque chagrin. *«Elle me dit toujours qu'il faut éviter de se plaindre parce que la vie ne sera jamais simple pour un Palestinien.»*

Enfoncé dans le petit canapé, Marwan Abdelhamid ferme les yeux. Ses rêves débordent. Sa longue jambe est toujours posée sur son genou. Son soulier noir brillant gigote frénétiquement dans le vide. Un premier mot sort de sa bouche. *«Liberté.»* Saint Levant se voit avec des enfants dans quelques années. Quatre filles et un fils, *«idéalement»*. Une famille nombreuse dans une grande maison en Palestine. *«Il y aura un studio d'enregistrement à l'intérieur pour que je puisse travailler sans m'éloigner. Je ne veux pas être un père absent.»* Il imagine des grands repas de famille au bord de l'eau. *«On pourra chanter et pêcher.»* Y aura-t-il des ânes qui se baladent sur le sable ? *«Evidemment. Ce serait incroyable.»* Son soulier ne gigote plus. Il installe un long silence. *«Depuis tout à l'heure je te parle en français, anglais et arabe pour te raconter ma vie ici, aux Etats-Unis et en Jordanie, mais je ne suis chez moi nulle part. Je veux revoir Gaza. Je veux rentrer à la maison.»*

La Palestine est partout. Autour de son cou (pendentif). Sur sa main gauche (tatouée). Les yeux se referment. Les rêves se poursuivent. Il visualise des trains qui traversent les frontières du Moyen-Orient. Des grands concerts dans toute la région. Il se perd dans ses songes. La réalité finit par le rattraper par le col. Nous sommes à Paris. Un lundi de mai pluvieux. Les images de la nuit dernière qui retournent le bide circulent sur tous les réseaux sociaux. Saint Levant ouvre les yeux une dernière fois. *«Tout ce que je dis paraît impossible aujourd'hui, mais je ne m'y résous pas : personne ne pourra retirer de mon cœur mes envies de vivre dans une Palestine libre.»* Il aimerait reconstruire Deira, l'hôtel de son père. En attendant, il le chante.

Par **RACHID LAÏRECHE**
Photo **BOBY**